



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2538  
24 mars 2017  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**Avec  
Nathalie  
Arthaud  
faire entendre  
le camp des  
travailleurs**



- Interdiction  
des licenciements**
- Répartition  
du travail entre tous**
- Levée du secret  
des affaires**

**26 mars à 15h, meeting à Paris**

# Avec Nathalie Arthaud, faisons entendre le camp des travailleurs

Le week-end des 18 et 19 mars, Hamon et Mélenchon ont tenté de relancer leurs campagnes. Hamon a critiqué « le parti de l'argent », visant Le Pen, Fillon et Macron. Le Pen, qui avait sous-estimé son patrimoine pour échapper à l'impôt sur la fortune, est une bourgeoise. Elle est toujours en pointe pour opposer les travailleurs français aux travailleurs étrangers, qui sont nos frères de classe, comme les sans-papiers en grève de Rungis. Rien qu'en voulant nous diviser, elle sert le grand patronat.

Fillon et Macron ne se cachent pas, eux, de vouloir servir les riches. Allègement ou suppression de l'impôt sur la fortune, hausse de la TVA, attaques contre les retraites, ou encore suppressions de postes dans le secteur public : tout leur programme est destiné aux privilégiés.

Mais quelle politique portent Hamon et Mélenchon ? Le PS nous a habitués aux promesses électorales... avant de les renier. En 2012, Hollande avait fustigé « la finance », et la finance ne s'est jamais aussi bien portée. Dans un meeting à Bercy, Hamon s'est moqué de Macron : « Vous êtes chômeurs ? Créez votre entreprise ! Vous êtes pauvres ? Devenez milliardaires ! » Mais, en guise de « futur désirable », Hamon promet un revenu universel qui se réduit avant même l'élection ; autrement dit : « Vous êtes pauvres ? Restez pauvres ! » Non merci !

Si Mélenchon est en concurrence avec Hamon, son ancien camarade du PS, sa campagne est semblable. Le leader de la France insoumise a organisé une marche le 18 mars, anniversaire de la Commune de Paris de 1871. Pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs avaient alors exercé le pouvoir, pris lors d'un soulèvement et défendu par les armes. Mais que propose Mélenchon ? Une autre Commune ? Non, de voter pour lui, pour que la classe politique « dégage » et qu'une VI<sup>e</sup> République soit mise en place. C'est se moquer des travailleurs : rien d'essentiel ne sera modifié par l'élection présidentielle. Certes, Hollande « dégagera ». Mais ceux qui exercent le pouvoir réel seront toujours là : Arnault, Bettencourt ou Drahi de SFR ne tiennent pas le pouvoir des élections ou de la Constitution, mais du capital.

Ils savent que leurs intérêts seront préservés. Aucun des principaux candidats ne met en cause le pouvoir capitaliste et la guerre sociale menée par les grands actionnaires.

En 2016, les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé 76 milliards d'euros de profits. Combien de suppressions de postes, de pauses rognées, d'heures non payées, de cadences accrues, de maladies professionnelles, voire d'accidents du travail, a-t-il fallu pour cela ? C'est par une exploitation accrue que les grands groupes capitalistes dégagent de tels profits, dont l'essentiel est distribué aux actionnaires.

Quant à l'État, il a su trouver, par le pacte de responsabilité, 41 milliards d'euros de cadeaux au patronat chaque année. Au prix de quelles économies sur les hôpitaux, les écoles, les retraites ou les collectivités locales ?

Alors, non, l'élection présidentielle ne fera « dégager » aucun des vrais maîtres de la société.

Mais elle a une utilité, celle que les élections ont toujours eue pour le mouvement ouvrier : se faire entendre. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud. Elle ne se présente pas en disant : « Votez pour moi, je changerai les choses. » Elle dit : « Ensemble, faisons entendre les exigences du monde du travail. »

Pour mettre fin au chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Comment accepter que des firmes qui font d'énormes profits mettent à la rue leurs salariés ? Il faut interdire les licenciements et les suppressions d'emplois.

Pour que chacun ait les moyens de vivre décemment, il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations, personne ne doit être contraint de vivre avec moins de 1800 euros net.

Les travailleurs font fonctionner les entreprises. Ils doivent pouvoir les contrôler. Le dernier scandale en date, la fraude par Renault des contrôles antipollution, n'a été possible qu'en raison du secret auquel sont tenus les salariés, au mépris de la santé publique. Alors il faut lever le secret des affaires.

Rien de cela ne sera imposé sans des luttes massives et puissantes du monde du travail. Mais, en votant pour Nathalie Arthaud, les travailleurs diront qu'ils partagent ces exigences. Ils affirmeront ainsi que, face à une classe capitaliste dont l'avidité n'a pas de limite, ils ne se laisseront pas faire, quel que soit le président élu.

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Cinq candidats sur TF1 : travailleurs, chômeurs, retraités, les oubliés du débat	4
Le droit à la parole selon Bouygues	4
Fillon et ses costumes	4
Hollande-Hamon : la même chanson	5
Emplois parlementaires bidon... à qui le tour ?	5
Mélenchon : prise de la Bastille bis... et après ?	5
Retraites : faire payer le patronat	6
Éducation nationale : il faut des moyens	6
Après les bus, la retraite Macron ?	6
Fortunes : le palmarès des exploités	7
Les banques et le FN	7
Bouygues condamné	7
Luxleaks : peines réduites pour les lanceurs d'alertes	7
Essais nucléaires : les victimes rarement indemnisées	16
Lycée Suger - Saint-Denis	16
Le 19 mars : « notre communauté c'est celle de tous les exploités »	16
Depakine : empoisonnement conscient	16
<b>LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD</b>	
Échos de campagne	8
Abolition du secret des affaires	8
Solidarité avec les travailleurs de Numen	8
Un ordre social qu'il faut remettre en cause	8
Voyages collectifs gratuits pour le meeting du 26 mars	9
<b>ENTREPRISES</b>	
Candia Gerzat	13
Aerofarm - Marseille	13
Guyane - Ariane bloquée	13
MIN de Rungis	14
Bosal - Reims	14
Hôpital Nord Franche-Comté	14
CentraleSupélec - Châtenay-Malabry	12
Oberthur Technologie	12
Gems - Buc	12
Moulins	12
<b>DANS LE MONDE</b>	
Allemagne : Schulz, du neuf avec du vieux	10
Europe : du Traité de Rome à la laborieuse Union	10
Migrants : des barrières contre les pauvres	11
Centrafrique : des militaires français violeurs et impunis	11
Brésil : la classe ouvrière relève la tête	11
<b>RUSSIE 1917</b>	
La question de la paix	15

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.



# L'État : pompe à finances pour le patronat

Il est de bon ton dans certains milieux de pourfendre les assistés, « ceux qui mettent à mal les finances publiques », parlant des chômeurs qui touchent le RSA à 500 euros. Mais c'est à l'autre bout, au sommet de la société, dans le clan des plus riches actionnaires, des plus grosses sociétés et des banques, que l'on engrange un flot continu d'aides et subventions en tout genre, qui assèchent les finances publiques.

Le bilan des nouveaux dispositifs d'aide aux entreprises, créés par Hollande – le Pacte de responsabilité qui inclut le CICE – devrait atteindre 41 milliards par an en 2017. Il s'agit bien de nouveaux cadeaux, s'ajoutant aux 25 milliards d'euros

de baisse de cotisations sociales octroyés au patronat par les gouvernements précédents. Cela représente déjà en cumul 66 milliards d'euros de cadeaux annuels.

Mais en réalité on est encore loin du compte. En 2013, le député socialiste Queyranne avait pu recenser plus de 6 000 dispositifs qui permettraient aux entreprises de recevoir de l'argent.

Des organismes proches des milieux d'affaires ont estimé qu'avant le Pacte de responsabilité de Hollande, le montant des aides distribuées chaque année devait atteindre au moins 110 milliards d'euros annuels, tout en déclarant eux-mêmes être incapables d'en fixer le montant exact. Car, en plus

des aides d'État, il y a celles de l'Europe, des conseils régionaux, des départements, des intercommunalités, des communes, des fonds dits de revitalisation gérés par des structures propres. Tout cela sans parler des commandes et marchés ouverts par l'État, les hôpitaux et les diverses structures, qui représentent des aides à peine indirectes.

Avec les cadeaux supplémentaires de l'époque Hollande, on en arrive donc à au moins 150 milliards par an d'aides aux entreprises, face à un budget national qui atteint les 313 milliards d'euros. L'assistance à la bourgeoisie, pour lui assurer la pérennité de ses profits, est un véritable gouffre qui engloutit une part croissante



de ce que produit la société.

Ces aides, ces cadeaux n'ont jamais servi à créer des emplois. Ils servent, comme disent les gouvernants et ceux qui postulent

à le devenir, à restaurer les marges des entreprises, autrement dit à aller sur les comptes des actionnaires. Un véritable pillage en règle.

**Paul Sorel**

## Banques : les voleurs à l'œuvre

Après le réseau bancaire BPCE, comprenant la Banque populaire et la Caisse d'épargne, qui prévoit de supprimer 4 000 emplois, après LCL qui veut fermer 250 agences sur 1 900, BNP Paribas annonce la suppression de 200 des siennes d'ici 2020.

Le groupe bancaire a déjà supprimé 12 % de ses agences depuis 2012 et veut continuer sur sa lancée, en rayant d'un trait de plume encore 10 %. À ce rythme-là, c'est près de 4 % du personnel qui devrait perdre son emploi chaque année. Et d'autres suppressions de postes devraient toucher les centres de traitement du groupe.

Ce n'est pas que les affaires ne marchent pas. La BNP annonce dans le même temps son ambition de conquérir 600 000 clients supplémentaires, ce qui signifie que chaque salarié restant aura forcément encore plus de travail. Au début du mois de mars, le groupe BNP Paribas

proclamait 7,7 milliards de bénéfices pour l'année 2016, en hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. Et ce n'était que les résultats d'un groupe bancaire parmi d'autres, les six plus gros groupes bancaires français affichant au total 23,5 milliards de profits en 2016. Il s'est même trouvé des actionnaires pour se plaindre que la BNP ne distribuerait que 50 % de ses profits sous forme de dividendes à l'horizon 2020.

Il existe un lien direct entre ces montants astronomiques de profits et les suppressions massives d'emplois. Elles aboutissent à une dégradation accélérée des conditions de travail, à l'épuisement croissant



des salariés. Ce que les banquiers appellent l'optimisation de leur réseau, ou encore la chasse aux coûts, c'est la suppression du plus grand nombre de postes possible. Près de 30 000 suppressions de postes seraient d'ores et déjà programmées

dans le secteur bancaire, avec des salariés poussés à la démission, quasiment plus jamais remplacés après leur départ en retraite. Ces bénéfices mirifiques sont le résultat direct d'une exploitation accrue des travailleurs, dont le

nombre est réduit au strict minimum dans les agences ou dans les services centraux. Beaucoup n'y ont parfois même plus de place attitrée, et sont contraints chaque jour de se chercher une chaise libre dans des open space de plus en plus vastes et bruyants.

Ces groupes bancaires, qui ont failli mener l'économie mondiale à l'abîme lors de la crise de 2008, qui ont reçu alors des milliards de l'État sans aucune contrepartie et qui spéculent aujourd'hui comme jamais, mènent une guerre sans fard à leur personnel.

On ne peut accepter que des entreprises amassant des fortunes énormes détruisent ainsi impunément les moyens de vivre de milliers de salariés. Il faut y interdire les suppressions d'emplois, sous peine de réquisition sans aucune contrepartie pour leurs actionnaires.

**Gilles Boti**

## AGENDA

### 3, 4 et 5 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles

La Fête de Lutte ouvrière se déroulera comme chaque année pendant le week-end de la Pentecôte, les samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 juin, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Les cartes d'entrée, valables les trois jours, sont désormais disponibles. Jusqu'au 7 mai, elles sont vendues au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la fête, vendus quatre euros, sont

également en vente.

**Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos camarades ou en écrivant à :**

**Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 Pantin Cedex**

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié. Envoi franco.

Et à bientôt, à la Fête!





# Cinq candidats sur TF1 : travailleurs, chômeurs, retraités, les oubliés du débat

« Tout ça pour ça » : c'est vraiment ce que pouvaient se dire ceux des téléspectateurs qui avaient eu le courage d'aller au bout des trois heures et quart du débat avec les cinq « grands » candidats à l'élection présidentielle sélectionnés par TF1, lundi 20 mars.

Car ce fut long, très long. De Le Pen à Fillon, de Macron à Mélenchon en passant par Hamon, tous ont joué la comédie pour se tailler le meilleur costume de futur président de la République, mais de leur république, celle chargée d'administrer les affaires de la bourgeoisie. Oh, ils ont parlé de beaucoup de choses : des institutions,

du vote blanc, de l'armée, de la police, du burkini, de l'Ukraine, du droit de mourir dans la dignité, du nucléaire...

Ils ont aussi parlé beaucoup, mais vraiment beaucoup, de la grandeur de la France, de combien ils aimaient la France. Mais ils ont parlé beaucoup moins de ceux qui y vivent. Car du sort de l'immense majorité

de la population, de ceux qui triment tous les jours avec un petit salaire, qui sont inquiets du lendemain et des mauvais coups que leur préparent leur patron ou l'État, il n'a pas été beaucoup question. Et sur leurs problèmes vitaux, les salaires, les pensions et l'emploi, il n'y a eu au mieux que des réponses indirectes.

Fillon a été dans son rôle, voulant plaire à son électorat de petits et gros nantis en martelant la nécessité de mettre fin aux 35 heures et de libérer les entrepreneurs du Code du travail, en les laissant maîtres de fixer les règles à imposer aux travailleurs. Macron, qui a le même objectif, a dit vouloir garder quand même les 35 heures, seulement pour majorer les heures supplémentaires. Si les licenciements chez Whirpool ont été évoqués par Le Pen, il n'est pas question de les interdire, ni pour elle, ni pour personne. Cela revient à ne rien faire, sinon prier pour que ces patrons se montrent plus gentils. Pas un, comme de bien entendu, n'entendait remettre en cause le pouvoir absolu des capitalistes sur les salariés. Pas un n'a dit qu'il fallait revaloriser les salaires et les pensions en prenant sur les profits extravagants de la grande

bourgeoisie. Pas un n'a commenté le classement du jour sur les grandes fortunes françaises, le peloton des Arnault, Bettencourt, Dassault et Pinault ; ni les 76 milliards de bénéfices annoncés par les entreprises du Cac 40.

Pour la plupart des débatteurs, s'il fallait augmenter un tout petit peu les salaires net, c'était sans augmenter les salaires brut, c'est-à-dire en baissant les cotisations, ce qui ferait un petit plus pour les salariés dans un premier temps, et un gros plus pour les employeurs. Un petit plus virtuel, car les mêmes salariés combleraient par le biais de l'impôt ce manque de cotisations.

Mélenchon a tenu à reprendre les mêmes mensonges que ses collègues : « Augmenter les salaires, augmenter le pouvoir d'achat, c'est relancer l'activité », a-t-il déclaré. Et d'annoncer les 100 milliards

qu'il veut mobiliser pour cette relance. La bonne santé des entreprises pourrait donc seule annoncer du mieux pour leurs travailleurs ? Mais tous les grands groupes, PSA, Michelin, Renault, Continental, l'industrie du luxe, Chanel, Hermès, Dior... annoncent des profits en forte hausse et des salaires laissés à la traîne, voire diminués par le jeu des primes. L'activité est particulièrement bonne, mais la situation des salariés particulièrement mauvaise. Mélenchon comme les autres le sait, se tait et ment délibérément.

Ces cinq-là ont fait la démonstration qu'ils sont d'accord pour gouverner au service des maîtres de la société, la minorité capitaliste, chacun avec son style et son électorat. Ce n'est pas par eux que la population travailleuse devra passer pour faire entendre ses intérêts.

Paul Sorel



## Fillon et ses costumes : "my tailor is rich!"

Le mystérieux ami qui a offert une garde-robe de plusieurs dizaines de milliers d'euros à Fillon s'est fait connaître. C'est Robert Bourgi, un avocat franco-libanais familier des réseaux de la Françafrique.

Formé par Foccart, qui était l'organisateur de ces réseaux sous de Gaulle puis Pompidou, Bourgi est une sorte de secrétaire à tout faire pour les capitalistes français. Il peut arranger un rendez-vous avec un dictateur local, dire à qui s'adresser pour accélérer la signature de contrats. Il se vante même d'avoir transporté, entre 1995 et 2005, 20 millions d'euros de cash dans des mallettes au profit de Sarkozy et Villepin.

Le pillage des anciennes colonies d'Afrique noire est encore aujourd'hui une source de profits abondants

pour les grands groupes français. Les bénéfices exportés là-bas par Bolloré, Bouygues, Areva ou Total se comptent en milliards d'euros. Alors, pour ces gens-là, faire distribuer en nature quelques années du salaire d'un travailleur au smic (« un simple cadeau amical », dit Bourgi) au petit personnel politique, ça n'est rien de plus que de donner la pièce pour entretenir la fidélité d'un vieux larbin.

Bourgi soutenait Sarkozy car, comme il le dit : « On s'amuse mieux entre bandits. » Mais, après le résultat du tiercé des primaires, il a semble-t-il choisi de distribuer son avoine à un autre canasson. Fillon n'allait évidemment pas refuser de se faire habiller par Bourgi. Quant à savoir quels services il a rendus ou rendra en retour à Bourgi et à ses

riches amis français, il faudra attendre qu'un comparse écrive ses Mémoires, ou qu'un concurrent de Fillon informe le *Canard enchaîné*.

Droit dans ses bottes face aux travailleurs qui luttent, méprisant avec les pauvres, obséquieux avec les riches, imbu de lui-même mais toujours prêt à arrondir ses fins de mois, Fillon est le parfait majordome pour grands bourgeois, version entrée de gamme cependant, étant donné son penchant exagéré pour les pourboires. Mais, pour caricatural et ridicule qu'il soit, il est à l'image de l'ensemble de la classe politique, qui sert fidèlement les intérêts des capitalistes, en se servant ou pas au passage.

Camille Lulle

## Le droit à la parole selon Bouygues et C<sup>ie</sup>

Avant même le "grand débat", disons plutôt le grand show mis en scène le 20 mars sur TF1 entre les cinq candidats sélectionnés par la chaîne, c'est-à-dire au bout du compte par Bouygues, son propriétaire, certains commentateurs s'étranglaient à l'idée qu'il y ait onze candidats ayant obtenu les 500 parrainages.

Comme la loi impose, très très mollement il faut le dire, que les candidats qualifiés disposent d'un accès aux médias équitable dans un premier temps, puis égalitaire durant les deux semaines qui précèdent le vote, ces commentateurs s'indignaient, répétant, sur des médias qui leur sont largement ouverts, qu'inviter tous les candidats « rendrait les débats inaudibles ». En poussant au bout une telle logique, il faudrait réduire ce qu'ils appellent des débats à deux, trois protagonistes, voire à un seul. Cela s'est déjà vu !

Ces gens-là ont de la démocratie plein la bouche, mais ils sont les premiers à réclamer que l'on piétine les lois votées par des femmes et des hommes du même monde qu'eux. Et ils militent pour que ces lois changent en se durcissant. C'est choquant, mais bien significatif.

C'est révélateur aussi de

ce que masquent les grands mots fleurissant leurs discours : liberté, égalité, fraternité. La liberté de la presse, par exemple, même quand elle est codifiée dans la loi, est régie par ceux qui possèdent ou contrôlent les principaux organes de diffusion, les Bouygues, les Bolloré, les Dassault, les Lagardère. On le vérifie une fois de plus lors de cet épisode électoral, mais plus encore dans la vie courante, hors de ces périodes.

En permanence, les grands patrons, ou leurs représentants politiques de tout bord, ont caméras et micros ouverts, alors que les travailleurs, surtout quand ils revendiquent, qu'ils se mettent en grève pour se défendre, sont trop souvent ignorés, pire calomniés, et les raisons de leur combat tues ou dénaturées. Voilà ce qu'ils appellent démocratie.

Jean-Pierre Vial



## Hollande - Hamon : la même chanson



Lors de son meeting parisien, dimanche 19 mars, Hamon s'est lancé dans une tirade contre le « parti de l'argent, qui a plusieurs noms, plusieurs visages et même plusieurs partis ».

Il visait évidemment ses concurrents : Macron ex-banquier d'affaires, Fillon adulateur du grand capital et des petits pourboires, Le Pen défenseur acharnée de la propriété et du droit des possédants d'exploiter leurs salariés. Et, en effet, ces trois-là sont bien des candidats de l'argent. Hamon, en les attaquant, voudrait se donner l'image d'un candidat indépendant des puissances d'argent. Mais la ficelle est grosse. Le Parti socialiste au gouvernement n'a pas eu besoin de tels liens directs pour faire la politique de la bourgeoisie. Pour les Hollande, les Jospin ou autres, cela s'appelle la responsabilité... à l'égard de la bourgeoisie.

Après l'expérience Hollande, Hamon, quelles que soient ses envolées, ne trompera pas grand monde. Le discours contre l'argent roi a été tenu à toutes les élections depuis qu'il en existe, par les politiciens de gauche, mais aussi quelques fois d'extrême droite, pour solliciter les suffrages populaires. Il a été immédiatement trahi par ces mêmes politiciens, pour peu qu'ils aient accédé au pouvoir. Hollande n'a été que le dernier d'une longue lignée et Hamon fut ministre d'un gouvernement qui a couvert de cadeaux patrons et milliardaires.

La question n'est même pas celle des rapports personnels existant entre

les candidats et les possédants, ou en tout cas elle ne s'y limite pas. On aura tout connu en la matière, y compris l'honnêteté personnelle, même si ce n'est pas la variété la plus courante de l'espèce. La seule chose qu'on n'a jamais vue est un gouvernement qui agisse pour les travailleurs, qui prenne sur les bénéfices et les fortunes pour assurer la vie des familles ouvrières. Aucun gouvernement, quels qu'aient été ses discours électoraux, ne l'aura fait volontairement, même si quelques-uns, sous la pression, ont été contraints à quelques gestes en ce sens.

La classe capitaliste domine la société. L'État lui est dévoué, il défend ses intérêts, fait régner son ordre, voit par ses yeux et parle par sa bouche. Les hommes politiques accèdent au pouvoir dans ce cadre, pour faire fonctionner cet appareil. Pour eux, l'intérêt des entreprises, c'est-à-dire celui des familles bourgeoises qui les possèdent, est la loi suprême. C'était vrai hier, cela le reste aujourd'hui. En ce sens, au-delà des discours de circonstance, qu'ils se prosternent d'avance devant lui ou qu'ils fassent mine d'en être les adversaires, tous ceux qui prétendent gouverner en respectant la propriété capitaliste sont les candidats de l'argent.

Paul Galois

## Emplois parlementaires bidon : à qui le tour ?

« Il devrait y avoir une règle simple : l'emploi d'un conjoint par un parlementaire ne devrait pas être autorisé. » Le 23 janvier, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, s'était indigné de ce qu'on apprenait de l'emploi fictif de Penelope Fillon comme attachée parlementaire de son mari, candidat de la droite à la présidentielle.

Deux mois après, Le Roux se fait prendre la main dans le même pot de

confiture. Étant député, puis président du groupe PS de l'Assemblée, il a salarié ses deux filles comme assistantes de 2009 à 2016.

Précoces, elles ont débuté à 15 et 16 ans et en outre, fort douées, elles assistaient leur député de père tout en étant en stage à l'étranger ou en suivant des études prenantes. En échange, il les a gâtées : pour ces petits boulots d'été, dit-il, elles ont touché 55 000 euros.

Fillon avec sa femme, sa

filles et son fils ; Le Pen avec son compagnon, sa sœur, sa belle-sœur et son garde du corps ; Le Roux avec ses filles : de la droite au FN en passant par le PS, les emplois fictifs d'assistants parlementaires fort bien payés ont la cote dans le petit monde des politiciens de la bourgeoisie. Les mêmes qui trouvent démagogique de demander qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1 800 euros net.

E. P.

## Mélenchon : prise de la Bastille bis... et après ?

Samedi 18 mars, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont venues apporter leur soutien à Mélenchon place de la Bastille à Paris.

On peut comprendre que les manifestants aient été réjouis d'avoir fait une démonstration de force, derrière des revendications comme le droit à l'IVG ou à mourir dans la dignité, ce qui change des réactionnaires des Manifs pour tous ou des pro-Fillon du Trocadéro. Mais on est aussi en droit de se demander vers quoi Mélenchon et ses alliés du PCF et de Ensemble veulent canaliser cette énergie. En 2012 déjà, la prétendue « prise de la Bastille » n'avait servi qu'à faire élire Hollande.

Comme à son habitude, Mélenchon a dit tout et son contraire, faisant brandir par centaines les drapeaux tricolores, ceux de la bourgeoisie française, tout en se réclamant de la Commune de Paris, massacrée en 1871 par celle-ci ; redoublant de nationalisme, tout en faisant chanter l'*Internationale*.

Son discours a été un ramassis d'idées qui ne peuvent qu'obscurcir la conscience des travailleurs. En déclarant : « Ceci est une insurrection citoyenne contre la monarchie présidentielle », il fait oublier

que le président de la République, bien loin d'être un monarque, est avant tout un valet de la classe capitaliste. En fustigeant « l'Union européenne, qui soumet le peuple à la souveraineté de l'argent », il fait croire que la dictature du profit s'impose de l'extérieur, et dédouane ainsi totalement les capitalistes français. En prônant « que le bulletin de vote donne le coup de balai qui les fasse tous – sans exception – dégager », il laisse entendre qu'il peut suffire de changer de personnel politique pour changer la société.

Enfin, Mélenchon a menacé : « Il faut faire cette révolution citoyenne si vous ne voulez pas subir un coup d'État ethnique ou un coup d'État financier. » Quel coup d'État financier ? Les financiers, les grands actionnaires, n'ont pas besoin d'un quelconque coup d'État pour imposer leur dictature à toute la société, et ils le font depuis longtemps. Leur dictature économique s'impose déjà au quotidien.

Quant au coup d'État ethnique, on suppose qu'il s'agit de l'éventuelle

arrivée au pouvoir du FN et de ses idées xénophobes. Mais, là encore, les préjugés contre les travailleurs immigrés ou étrangers n'ont pas attendu cette élection pour faire leur chemin et s'imposer dans les têtes, et Mélenchon, depuis des années, n'a jamais pris sur cette question que des positions ambiguës. Avec cette phrase alambiquée, Mélenchon veut avant tout faire peur et se poser comme le seul recours possible pour éviter le pire.

En revanche, ce qui est clair, c'est le refus de Mélenchon d'évoquer l'exploitation capitaliste ou de s'en prendre, ne serait-ce qu'avec des mots, aux profits des actionnaires. La classe capitaliste mène une guerre sociale féroce contre les travailleurs, pour accumuler sur leur dos les milliards qu'elle déverse ensuite dans la spéculation financière. C'est cette guerre qui ravage la société et est la cause du chômage et de la montée de la misère.

C'est contre ces ennemis-là que les travailleurs doivent se préparer à défendre leur vie. Dans ce conflit, ils ont besoin d'idées et d'une conscience de classe. Pas de l'esbroufe d'un bonimenteur.

Julie Lemée



Tonalité patriotarde au meeting de Mélenchon.



# Retraites : faire payer le patronat !

Lors du débat sur TF1 le 20 mars, les cinq principaux candidats se sont notamment affrontés sur la question des retraites.

Alors que Fillon est partisan de porter l'âge de départ à 65 ans, Hamon se dit, lui, en faveur du statu quo à 62 ans. Le Pen et Mélenchon affirment vouloir rétablir la retraite à 60 ans, mais sans pour autant revenir aux 37,5 annuités. Point commun à tous ces candidats : ils se montrent soucieux de préserver l'équilibre des régimes de retraite, sans parler de faire payer le grand patronat.

Depuis vingt-cinq ans, la nécessité de parvenir à un équilibre des régimes de retraite a été invoquée pour mener de prétendues réformes qui ont toutes entraîné un recul de l'âge de départ en retraite et une diminution des pensions. Ainsi, la durée de

cotisation permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein a été allongée, passant en 1993 de 37,5 à 40 annuités pour le privé sous l'homme de droite Balladur, et en 2003 pour le public sous Raffarin. Fillon était alors à la manœuvre en tant que ministre des Affaires sociales. Il a pu poursuivre ses attaques contre les retraites en tant que Premier ministre de Sarkozy, en portant l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans et en allongeant encore la durée de cotisation à 41,5 annuités.

Chaque fois que la gauche est revenue au pouvoir, en 1997 avec Jospin et en 2012 avec Hollande, elle s'est bien gardée de revenir sur les mesures prises

par ses prédécesseurs. Au contraire même, sous Hollande, le gouvernement Ayrault a porté à 43 annuités la durée de cotisation pour une retraite entière.

Les arguments étaient toujours les mêmes : à cause de l'augmentation de l'espérance de vie, le nombre de bénéficiaires deviendrait trop important pour un nombre de cotisants qui, lui, diminuerait. Cet argument est mensonger, car il ne prend pas en compte le progrès des techniques et l'augmentation de la productivité du travail qu'il a permise. Quant à la diminution du nombre de cotisants, elle est provoquée par l'accroissement du chômage, et la responsabilité en incombe donc avant tout au patronat qui licencie à tour de bras.

En réalité, si les gouvernements s'attaquent



Manifestation en 2013 pour défendre les retraites.

au système de retraite, c'est uniquement pour faire des économies, afin de permettre au patronat d'augmenter ses profits, notamment grâce aux diminutions de cotisation.

Garantir une retraite digne à tous les travailleurs, ce serait la moindre

des choses. La société est assez riche pour en assurer le financement, à la condition de mettre à contribution les profits des grands groupes capitalistes. Ce n'est absolument pas ce qu'envisagent les candidats qui se sont opposés sur TF1.

Marc Rémy

## Éducation nationale : il faut des moyens

Tous les « grands » candidats se sentent obligés de présenter un programme pour l'Éducation nationale, en affirmant que c'est leur priorité. Mais, à y regarder de près, on ne trouve, sur ce sujet aussi, rien d'autre que des phrases creuses.

À droite, ils insistent sur la maîtrise des savoirs de base (comme si ce n'était pas le souci des enseignants !), l'autonomie des établissements, la réforme des programmes, la liberté de choix pour les parents entre école publique et privée, etc. Fillon pousse l'inspiration jusqu'à proposer le retour à l'uniforme, et Macron le ridicule en demandant qu'on interdise l'utilisation du téléphone portable en classe, ce que les enseignants font évidemment déjà ! Quant à Le Pen, elle reprend les propositions des plus réactionnaires des autres, en y ajoutant celle de consacrer la moitié du temps à la seule étude du français pour les élèves du primaire, ainsi que l'idée, bien répugnante, de vouloir interdire l'école publique aux enfants étrangers.

À gauche, Hamon propose de recruter 40 000 enseignants en cinq ans, de renforcer le soutien scolaire et de limiter à 25 le nombre d'élèves dans les petites classes du primaire (ce qui ne provoquerait pas un gros changement, vu qu'il est actuellement de 25,5 en moyenne). Mélenchon, lui, fixe à 60 000 le nombre de recrutements sur la même période, orientés vers le

primaire. Voilà qui ressemble fort, en plus modéré même pour Hamon, aux promesses jamais tenues de Hollande.

La question qui se pose n'est pas la révision des programmes. Bien sûr qu'ils doivent évoluer en même temps que progressent les techniques et les connaissances. Elle n'est pas non plus celle des rythmes scolaires qui, de toute façon, sont calculés pour défendre les intérêts des professionnels du tourisme. Elle est d'accorder les moyens indispensables pour donner à chaque élève, quelle que soit son origine sociale, les moyens d'acquérir les savoirs et les savoir-faire indispensables.

L'Éducation nationale devrait être vraiment une priorité, et ce à plus d'un titre. L'urgence est déjà de réparer les dégâts causés par la baisse importante des moyens alloués ces dix dernières années, qui frappent en premier les enfants des quartiers populaires, eux qui n'ont souvent que l'école pour leur permettre d'acquérir des connaissances et qui ont souvent besoin d'être épaulés dans leurs études. Et, pour qu'il y ait égalité des chances, il faudrait commencer par augmenter les

moyens alloués aux établissements scolaires des cités ou quartiers réputés difficiles, pour que l'école devienne un pôle d'attraction pour tous les jeunes.

Les élèves ne progressent pas tous au même rythme, et le travail des enseignants est d'abord de repérer ceux qui ont quelques difficultés et de les soutenir par une aide individuelle. Comment cela peut-il être possible avec 30 élèves, voire plus, par classe ? Les cours particuliers sont une fausse solution. D'abord, parce qu'elle exclut les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de les payer. En outre, c'est collectivement,

en confrontant leurs capacités et leurs savoirs, que les élèves progressent. L'école est le cadre approprié pour cela, à condition bien évidemment qu'il y ait un nombre suffisant d'adultes pour les encadrer, les pousser intellectuellement et, puisqu'il s'agit aussi d'éducation, leur apprendre les règles de conduite de la vie sociale.

Dans les écoles privées tant vantées par la droite pour leur prétendue excellence, les élèves ne sont en général pas plus d'une quinzaine par classe. La plupart y sont issus des couches sociales privilégiées, ils bénéficient de l'argent des

parents, et surtout d'un environnement culturel qui fait défaut aux jeunes des banlieues enfermés dans leurs cités-ghettos.

Alors, quelles propositions pour l'Éducation nationale ? Il faut « *des moyens, encore des moyens, toujours des moyens* », pour paraphraser Danton ! Il faut prendre sur les crédits militaires qui sèment la mort, sur les offrandes faites au grand patronat incapable de résorber le chômage, afin de donner à chaque enfant la possibilité de développer son intelligence et de s'épanouir au contact des autres.

Marianne Lamiral

## Après les bus : la retraite Macron ?

Emmanuel Macron déclare vouloir créer « un vrai système universel de retraite ». D'après lui, « les règles seront les mêmes pour tous les régimes. Ce sera la vraie fin des inégalités entre fonctionnaires et salariés du privé. » Et de conclure : « Un euro versé pour cotisation ouvrira droit aux mêmes droits, quels que soient votre secteur, votre catégorie ou votre statut. »

Macron trouve ainsi le moyen de se livrer à de la démagogie sur le même terrain que le candidat de la droite, en promettant de

s'attaquer aux régimes de retraite des travailleurs de la SNCF et de la RATP. Il promet de ne pas modifier l'âge de départ à la retraite et de ne pas baisser le niveau des pensions « *durant le quinquennat* ». Façon de dire que par contre, par la suite, la baisse est garantie !

Mais Macron va plus loin encore, en prônant davantage de flexibilité en matière d'âge de départ à la retraite : « *Certains veulent la prendre à 60 ans, d'autres à 65, d'autres encore à 67. Il faut pouvoir moduler selon les individus*

et les situations. » Macron a évoqué un système de points, mais qui fixerait la valeur de ces points, et en fonction de quels critères ? Dans la réalité, l'instauration d'un tel système aura inévitablement pour effet de reculer encore davantage l'âge de départ à la retraite pour la majorité des travailleurs.

La libéralisation à la sauce Macron, quel que soit le domaine, veut dire travailler plus longtemps et toucher moins !

M.R.



# Fortunes : le palmarès des exploitateurs

De l'argent, il y en a dans les poches du patronat. C'est ce que vient de montrer une fois de plus le palmarès 2017 des milliardaires recensés par le magazine américain *Forbes*. Et la fortune qu'ils accumulent au fil des ans ne cesse d'augmenter.

En France, c'est Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe LVMH, qui tient la première place. En un an, sa fortune a augmenté de 22%. Elle se monte aujourd'hui à 41,5 milliards de dollars, soit 38 milliards de dollars, soit 38 milliards et demi d'euros.

De ce fait Liliane Bettencourt, qui possède le groupe de cosmétiques L'Oréal, n'est plus qu'à la deuxième place. Elle n'en a pas moins vu sa richesse augmenter de 9,4%. Elle est à la tête de 39,5 milliards de

dollars, soit plus de 36 milliards d'euros.

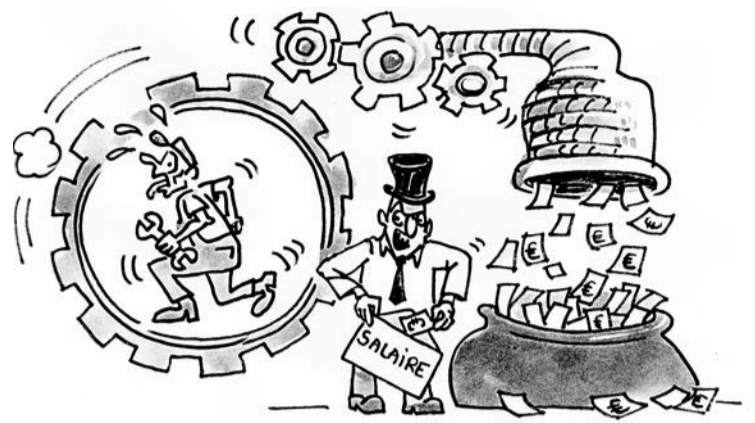
La suite du palmarès confirme que, dans cette société où des millions de travailleurs sont réduits au chômage et à des salaires misérables, les superriches, eux, profitent de la crise pour arrondir leur fortune.

La richesse du marchand d'avions de guerre Serge Dassault a crû de presque 10% et celle de François Pinault, le rival de Bernard Arnault dans les produits de luxe, de 36%. Patrick Drahi,

qui possède SFR où sont en cours des milliers de suppressions d'emplois, a même vu la sienne exploser avec 120% supplémentaires, pour atteindre 12 milliards d'euros.

Il y a en France 39 milliardaires. On y recense les noms bien connus du capitalisme français : Vincent Bolloré, les frères Bouygues, Norbert Dentressangle, Michel Leclerc. Il faudrait en ajouter d'autres, comme le magnat de la grande distribution Gérard Mulliez ou la famille Peugeot, qui n'apparaissent pas dans le classement parce qu'il s'agit de fortunes familiales, mais qui pèsent tout autant.

Ce sont ces gens-là qui modèlent l'économie, qui



« LE TRAVAIL CÔUTE VRAIMENT TROP CHER ! »

imposent licenciements et précarité aux salariés de leurs entreprises, mais aussi de leurs sous-traitants. Ce sont eux qui ruinent des villes entières, dont les zones industrielles ne sont plus que des friches, où

les commerçants ferment un à un et où les habitants cherchent désespérément un emploi. Le véritable pouvoir est entre leurs mains, et les hommes politiques se battent pour les servir.

Daniel Mescla

## Bouygues condamné : travail dissimulé, bénéficiaires assurés

Le groupe Bouygues TP vient d'être condamné en appel, ce qui signifie qu'il avait refusé d'accepter une première condamnation. Cela concerne l'utilisation de travailleurs étrangers irrégulièrement employés sur le chantier du réacteur nucléaire EPR de Flamanville entre 2008 et 2011.

Ce réacteur se veut la vitrine du savoir-faire industriel français (pour le moment, c'est surtout la vitrine des retards et des dépassements invraisemblables de dépense), mais c'est aussi celle de l'usage des procédés anciens et interdits de la part du patronat.

Bouygues a fait travailler à l'époque, par le biais d'un sous-traitant irlandais-chypriote, 460 ouvriers roumains et polonais. L'avocat général avait ainsi résumé la situation : « Une entreprise initialement basée en Irlande, agissant par l'intermédiaire d'une succursale chypriote, pour recruter des Polonais



Le chantier de l'EPR à Flamanville, à l'enseigne de Bouygues.

qui n'ont jamais mis les pieds à Chypre et signent des contrats en grec, auxquels ils ne comprennent rien... »

Non seulement Bouygues a utilisé du travail dissimulé, mais les conditions de travail étaient parfaitement inadmissibles et marquées par de nombreux accidents, et notamment deux morts.

Toutefois la justice n'a pas été trop sévère à l'égard de Bouygues : si la condamnation avait été de 30 000 euros, l'accès aux marchés publics aurait dû

lui être refusé. Bouygues écope donc de 29 950 euros d'amende. Il s'en tire bien, et sans doute a-t-il gagné bien davantage sur le dos des ouvriers roumains et polonais. Quant à l'Urssaf, elle estime avoir perdu dans cette affaire 10 à 12 millions d'euros.

EDF, le maître d'œuvre de ce chantier, n'a pas été poursuivie. Bien évidemment, elle n'a rien vu, rien entendu et n'était au courant de rien !

André Victor

## Luxleaks : peines réduites pour les lanceurs d'alerte

Antoine Delfour et Raphaël Hallet, les deux employés à l'origine du scandale Luxleaks qui a dénoncé le Luxembourg comme un paradis fiscal pour des sociétés capitalistes comme Amazon, Ikea et bien d'autres, étaient convoqués en appel mercredi 15 mars devant un tribunal luxembourgeois.

Les deux lanceurs d'alerte avaient espéré être acquittés. Au final, après avoir été poursuivis initialement comme ayant blanchi des données et violé le sacro-saint secret des

affaires, leurs peines ont été réduites. Antoine Delfour a été condamné à six mois de prison avec sursis et 1500 euros d'amende et Raphaël Hallet à 1000 euros d'amende. Les amendes seront réglées grâce à la solidarité qui s'est manifestée pour ces deux employés, licenciés depuis par leur employeur.

Ils avaient pris le risque de dénoncer des mécanismes de défiscalisation de très riches entreprises, tant il leur semblait scandaleux que la population soit ainsi privée de

ressources indispensables, par exemple, pour un bon fonctionnement des services publics. En France, la fraude fiscale représente environ 80 milliards d'euros.

Cette société marchant sur la tête, ce sont les lanceurs d'alerte qui sont poursuivis, et pas les fraudeurs professionnels. Les travailleurs et toute la population ont le droit de savoir ce qui se trame dans le secret des conseils d'administration : il faut exiger la levée du secret des affaires !

Jacques Fontenoy

## Les banques et le FN : comment ne pas perdre de plumes

Saut dans l'inconnu, scénario catastrophe : tels sont les termes utilisés par les commentateurs pour caractériser la situation boursière en cas de victoire de Le Pen à la présidentielle.

Le gouverneur de la Banque de France a évalué à 30 milliards par an le surcoût des intérêts annuels de la dette publique française, au cas où le pays sortirait de l'euro. La banque américaine Citigroup a surenchéri en estimant à 25% la perte des valeurs boursières françaises si la candidate du Front national l'emportait. Cela entraîne une certaine agitation chez les investisseurs étrangers. Ils souhaitent être rassurés sur les conséquences d'une telle situation... pour leur portefeuille, apaisement que prétend leur avoir procuré le monsieur Économie du FN, après avoir rencontré une quinzaine de fonds d'investissement. « Nous voulons négocier, pas spolier », leur aurait-il déclaré.

De leur côté, les dirigeants des banques françaises font profil bas et minimisent le résultat potentiel de Le Pen, présentant sa victoire au deuxième tour comme mathématiquement possible, mais du même ordre que les chances que la Terre soit frappée par une grosse météorite. C'est que le Cac 40 est florissant, il n'avait pas atteint de tels sommets depuis août 2015, et il ne s'agirait pas d'inquiéter les gros clients qui risqueraient de déplacer leurs

capitaux ! *Le Figaro-bourse* proposait même le 21 mars une page étudiant « les valeurs à jouer selon que Marine le Pen baisse ou monte dans les sondages ». Tout est bon pour faire de l'argent, même une campagne électorale.

Les capitalistes et leurs employés banquiers et traders ont pu respirer, au lendemain du débat de TF1 entre les cinq « grands » candidats, en enregistrant ce qu'ils considèrent comme une contre-performance de Le Pen, jugée pas très convaincante par les sondeurs. Un indice paraît-il fiable en est la baisse de l'écart entre la cote des obligations d'État françaises et allemandes.

S'il ne tenait qu'aux candidats, tout ce beau monde de la finance pourrait dormir sur ses deux oreilles : ceux-ci font usage de démagogie le temps d'une campagne électorale, et la menace de sortie de l'euro en fait partie. Les propositions économiques qu'ils mettront en discussion ensuite sont autre chose, et celles qu'ils appliqueront encore plus. Ni les uns ni les autres n'enviesagent de s'attaquer à leurs privilèges.

Alors, si le monde de la finance est inquiet, c'est qu'il est assis sur un volcan. Le fonctionnement chaotique des marchés, les poussées de la spéculation peuvent en permanence le faire couler... si profond qu'aucun de ces candidats ne serait capable de le renflouer.

Viviane Lafont





# Nathalie Arthaud, candidate communiste

## Échos de campagne

Les meetings de Nathalie Arthaud se sont encore enchaînés du 15 au 18 mars : à Reims, Bordeaux, Toulouse et enfin Angers, où il s'agissait d'une allocution lors de la fête locale.

Les invitations médiatiques aussi ont été nombreuses et, pour une fois, à des heures de grande écoute, notamment dix minutes d'interview au JT de TF1 mardi 14 mars, ou encore une demi-heure d'interview par le journaliste Bourdin sur RMC le jeudi matin 16 mars.

L'affluence aux meetings est de 200 à 250 personnes à chaque fois. Une partie du public vient découvrir ce que dit Nathalie Arthaud. Plusieurs personnes ont même dit l'avoir découverte à l'occasion des derniers passages dans les médias, notamment à l'émission

On n'est pas couché. Il y a aussi des interventions de travailleurs se présentant comme membres du parti de Mélenchon ou électeurs de celui-ci, mais voulant quand même profiter du passage de Nathalie dans leur ville pour l'écouter et mieux comprendre les différences.

À Bordeaux, après l'intervention d'un militant du Parti de gauche appelant à l'unité, une femme est intervenue de la salle pour répondre qu'elle ne mettait pas du tout les idées de Nathalie et celles de Mélenchon sur le même plan. Pour elle, seule Nathalie parle de lutte

de classe ; et se référer à la gauche ou la gauche de la gauche ce n'est rien d'autre qu'exprimer des bons sentiments ne représentant pas les intérêts des travailleurs.

L'invitation sur le plateau du 20 h de TF1 le 14 mars était une compensation, comme l'a présentée la chaîne elle-même, pour ne pas avoir invité Nathalie au débat du 20 mars avec Le Pen, Fillon, Macron, Hamon et Mélenchon et qui, lui, a duré 3 h 30.

Le sens de la démocratie et du pluralisme n'étouffe pas les grandes chaînes. Leurs justifications soulignent à quel point inviter une candidate qui se place du point de vue du camp des travailleurs leur reste en travers de la gorge.

## Il faut abolir le secret des affaires

La multinationale Sanofi supprime des postes en continu et accumule les bénéfices qu'elle reverse par milliards aux actionnaires. Les détails de ce vol manifeste – le profit vient de la destruction d'emplois – sont couverts par le secret des affaires.

L'État a donné à quelques géants du BTP la possibilité de poser de véritables barrières d'octroi sur les autoroutes. Quels sont les termes du contrat ? Secret des affaires, répond le gouvernement.

Il y a trois ans, PSA, prétendument au bord de la faillite, touchait des fonds publics, licenciait par milliers, fermait une usine. Trois ans après, les bénéfices sont tels que PSA rachète Opel. Les ouvriers, qui ont sué sang et eau sur les chaînes, savent bien que le profit sort de leurs mains. Mais par quel circuit, en quelle quantité,

avec quelle destination ? Secret des affaires !

Le secret commercial cache la façon dont une toute petite minorité de grands capitalistes s'arroge le droit de contrôler la marche de toute la société, de faire converger une énorme partie du produit du travail social vers quelques coffres-forts. Ce secret est jalousement défendu par tous les serviteurs du patronat. L'an passé, les députés européens du PS, de la droite et du FN ont voté conjointement une loi pour le renforcer, contre les journalistes trop curieux et les lanceurs d'alerte.

Les travailleurs doivent exiger l'abolition du secret des affaires. La population pourrait ainsi se rendre compte que les richesses existent pour satisfaire ses revendications élémentaires : un travail et un salaire digne pour tous !

## Avec les travailleurs de Numen

Nathalie Arthaud a dénoncé le 8 mars sur RMC la façon dont les grandes entreprises programment des suppressions d'emplois et des fermetures d'usines dans le plus grand secret, en les planifiant à l'avance. Les 19 travailleurs de l'entreprise Numen Satel-Cidel de Meyzieu, dans le Rhône, menacés de licenciement, l'ont entendue. S'étant entièrement reconnus dans ses propos, ils l'ont contactée en lui demandant son soutien. Nathalie a publié le communiqué suivant qui les a déjà aidés à faire connaître les projets que leur patron voulait garder dans l'ombre.

« Je tiens à apporter mon soutien et ma solidarité aux travailleurs de l'entreprise Numen de Meyzieu qui viennent d'apprendre la fermeture prochaine de leur site et par conséquent leur licenciement. Numen n'est pas une PME en difficulté. Ce groupe, qui emploie près de 1 000 salariés, est spécialisé dans la numérisation, le

coffre électronique, l'édition et le façonnage de chèques pour des grandes banques, le Chèque de table émis par Natixis pour la métropole de Lyon, des feuilles de paie, etc.

Le PDG de Numen a programmé depuis plus d'un an la fermeture de l'usine de Meyzieu en lui retirant des activités pour les transférer sur d'autres sites. Comme tant d'autres patrons, profitant du secret des affaires, il prétendait une baisse d'activité alors que celle-ci augmentait de 5% et que les autres centres multipliaient le recours à l'intérim. Depuis des années, Numen ne cesse de s'agrandir en rachetant des sociétés qu'il réorganise en supprimant des emplois.

Les 19 travailleurs de Meyzieu dénoncent les méthodes de leur patron qui alimente le chômage. Ils refusent de se laisser licencier sans se battre et veulent obtenir, au minimum, des indemnités de licenciement qui leur permettront de se retourner. Ils ont mille fois raison. »



## La jeunesse doit se révolter !

L'élection présidentielle ne peut pas changer la société. Les principaux candidats ne s'attaquent pas au pouvoir des capitalistes, ni même à leur enrichissement. Même si l'un voulait sincèrement changer les choses, il aurait à affronter le « mur de l'argent ». Or seule la mobilisation de millions d'exploités peut le faire.

Mais ces élections permettent au moins de réfléchir à ce qu'est la société actuelle, à ce qu'elle prépare, qu'on ait le droit de vote ou pas. On dit que l'avenir appartient à la jeunesse : surtout s'il se trouve des jeunes remettant en cause l'ordre social et luttant pour une société humaine et rationnelle, communiste.

Ce qui se passe à l'autre bout du monde, comme au pas de notre porte, est révoltant. Des migrants fuient la guerre ou la misère, meurent en Méditerranée ou sont refoulés aux frontières de l'Europe. Ici, dans

un des pays les plus riches, des femmes et des hommes se retrouvent à la rue parce qu'ils ont tout perdu, leur emploi, leur logement. Nous vivons dans une société de plus en plus barbare. Et cela s'accompagne de la montée des idées réactionnaires, racistes, chauvinisme, communautarisme, sexisme, dressant les pauvres contre les pauvres, au plus grand bénéfice des classes riches.

Mais pourquoi considérer cette organisation sociale comme une fatalité ? L'ordre social actuel, c'est l'ordre capitaliste ; l'intérêt d'une infime minorité s'y impose à des

milliards d'êtres humains. Huit multimilliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, dit l'organisation Oxfam.

Quand le pouvoir est aussi concentré, comment imaginer de rendre raisonnable ce système économique ? Il ne faut pas chercher à le réformer, il faut le renverser.

Les élections représentent l'occasion de lever le drapeau de la contestation de l'ordre social, de montrer que le courant communiste révolutionnaire existe. Chacun peut montrer par son vote qu'il est du côté de ceux qui font tout tourner dans cette société, de l'ouvrier à l'ingénieur, du côté de ceux qui n'exploitent personne, les travailleurs.

Voilà le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, une candidate communiste présentée par Lutte ouvrière.

### Affiches, attention !

Nous remercions nos militants et sympathisants, comme tous ceux qui nous soutiennent, de nous aider à faire connaître la candidature de Nathalie Arthaud. Nous leur demandons aussi d'être attentifs, lorsqu'ils apposent une affiche, de ne le faire que sur les emplacements autorisés, en respectant la réglementation en vigueur, afin d'éviter contraventions et amendes.

Bonne campagne et merci à tous !





## Voter Nathalie Arthaud c'est:

- Affirmer que les travailleurs constituent une seule classe sociale, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou la couleur de leur peau, et que leurs intérêts s'opposent à ceux de la bourgeoisie.
- Rejeter le racisme, le chauvinisme, toutes les idéologies qui opposent les exploités les uns aux autres, plutôt qu'à leurs véritables ennemis. Liberté de circulation et d'installation pour les migrants!
- Refuser les guerres menées sous prétexte de lutte contre le terrorisme, alors qu'elles ne servent qu'à assurer le pillage par la bourgeoisie française des pays déjà pauvres de son ancien empire colonial.
- Dénoncer les dépenses exorbitantes d'armement. Les firmes capitalistes de ce secteur sont parmi les plus parasitaires. Elles devraient être expropriées.
- Réclamer l'expropriation des banques privées, dont les spéculations conduisent périodiquement l'économie au bord du gouffre.
- Être conscient que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que tous ceux qui se posent en sauveurs les trahiront.
- Dire sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs.
- Se préparer à riposter aux attaques du futur président, quel qu'il soit, et de son gouvernement.

## Merci aux 637 parrains

Le Conseil constitutionnel a validé samedi 18 mars les signatures des 637 parrains de Nathalie Arthaud. Elle est donc tout à fait officiellement

candidate. Nous remercions les élus, essentiellement des maires de petites communes, qui ont ainsi permis à notre courant de se faire entendre.



## Meeting à Paris - Dimanche 26 mars - 15 h

### Eurosites

### Dock Pullman

### Saint-Denis/Aubervilliers

### Avenue des Magasins-

### Généraux - Bâtiment 137

#### Accès transports en commun

Métro Front-Populaire - Ligne 12 (sortie

N°1 Léon Blum - Magasins-Généraux)

Bus 239: arrêt NetSqu@Re

Tramway / RER Rosa-Parks

(1000m à pied pour le Dock Pullman, ou bus 239)

#### Accès en voiture

Par la porte de la Chapelle:

50, avenue du Président-Wilson

93210 La-Plaine-Saint-Denis

Par la porte d'Aubervilliers:

45, avenue Victor-Hugo

93300 Aubervilliers

## Voyages collectifs gratuits pour le meeting de Paris

De très nombreux départs collectifs sont organisés pour venir au meeting du 26 mars à partir de la région parisienne, mais également depuis de nombreuses villes. N'hésitez pas à contacter nos camarades locaux pour connaître les horaires et les modalités de ces voyages collectifs en train ou en autocar. On peut également nous contacter par téléphone ou par mail, aux coordonnées indiquées sur notre site national ou sur nos sites régionaux.

#### Attention,

Le passage à l'heure d'été aura lieu dans la nuit du samedi 25 mars 2017 au dimanche 26 mars 2017.



Le meeting débutera à 15 h, heure d'été.  
On pourra accéder à la salle dès 13 h 30.  
À partir de 14 heures, le groupe musical de jazz manouche Gadje Tovarich se produira.

Pour qui ne pourrait se déplacer, le meeting pourra être suivi en direct à l'adresse suivante: <http://nathalie-arthaud.info/direct>, ainsi que sur Youtube et Facebook

## Réunions publiques

### Rennes

Judi 23 mars, à 19 heures

Carrefour 18

7, rue d'Espagne

### Strasbourg

Dimanche 2 avril,

à 16 heures

Palais des Congrès

Place de Bordeaux

### Nantes

Vendredi 7 avril, à 20h30

Salle Bretagne

23, rue Villebois-Mareuil

### Marseille

Samedi 8 avril, à 16 heures

Le Château des fleurs

16, boulevard Michelet

### Lyon

Mercredi 12 avril,

à 20 heures

Salle Joliot-Curie

68, boulevard Joliot-Curie

à Vénissieux

### Lille

Mercredi 19 avril,

à 19 heures

Salle du Gymnase,

Place Sébastopol

Métro: République

## Dans les médias

Judi 23 mars à 7 h 50: France Inter.

Vendredi 24 mars à 7 h 50: France Info TV, interview de Jean-Pierre Mercier.

Samedi 25 mars à 8 h 40: invitée de LCI Matin.

Dimanche 26 mars à 19 heures: BFM TV, invitée de BFM Politique.

Lundi 27 mars à 22 heures: Europe 1.

Mercredi 29 mars à 18 h 15: Cnews à 19 h 30: Mediapart.

Et à 19 h 30: France Info TV, interview de Jean-Pierre Mercier.

Judi 30 mars à 8 h 15: LCI.

à 18 h 30: RFI Et à 18 h 45: Public Sénat.

Vendredi 31 mars à 19 h 30: France Info TV.

Attention: les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.



## Allemagne : Schulz, du neuf avec du vieux

**En Allemagne, avec l'élection de Martin Schulz à sa tête le 19 mars, le SPD (Parti social-démocrate) aura-t-il quelque chance de prendre la place d'Angela Merkel à la tête du pays ? Jusque-là il ne s'était jamais remis électoralement des lois Hartz mises en place à partir de 2003 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder.**

Cet ensemble de lois a permis que la précarité se répande en Allemagne comme une épidémie, avec l'arrivée massive du travail intérimaire, des temps partiels imposés, des mini-jobs à quelques centaines d'euros par mois – et au bout du compte beaucoup de retraités misérables.

La dernière des lois, Hartz IV, réduisant la durée des allocations chômage à 12 mois seulement, a fait basculer une partie de la classe ouvrière dans la pauvreté. Ironie de l'histoire, Martin Schulz, qui sera donc le candidat du SPD pour les élections législatives de septembre 2017, critique aujourd'hui les injustices créées par les lois Hartz de Schröder, tandis que la chancelière Angela Merkel du parti de droite CDU en vante les succès, expliquant qu'il faut au contraire poursuivre dans la même voie.

Schulz, qui a fait l'essentiel de sa carrière au Parlement européen, dont il a même été le président de 2012 à 2017, se présente comme un homme du

peuple, le candidat « des chauffeurs de bus, des infirmiers, serveurs et policiers » au parler vrai, et ne manque pas une occasion de rappeler avec fierté qu'il n'a pas le baccalauréat : il se fait ainsi passer pour un homme neuf en politique, qui ne serait pas du sérail.

Schulz se présente, dit-il, pour « mener une politique qui rende la vie de ceux qui travaillent dur un petit peu meilleure », et répète qu'il va « corriger » les lois Hartz. Ce langage lui assure pour l'instant un certain succès.

Mais que peut-il y avoir à corriger dans les lois Hartz, cette machine de guerre qui a tant fait reculer la condition des travailleurs ? Là-dessus, les ambitions sont plutôt floues et de toute façon modestes. Au départ, il a promis de prolonger la durée des allocations chômage des travailleurs âgés. Mais c'était déjà trop. Le voilà qui explique à présent que le problème est leur manque de qualification ! Et les seuls travailleurs âgés qui toucheraient un peu plus longtemps le

chômage seraient ceux qui suivraient une formation. Pour une formation de six mois, au lieu de trois mois supplémentaires d'allocations, ces chômeurs âgés y auraient donc droit pendant... six mois. Quelle avancée !

Surtout, cela revient à montrer du doigt non pas les responsables du chômage, ces groupes qui suppriment des emplois et licencient, mais les travailleurs licenciés eux-mêmes. Quel mépris vis-à-vis de travailleurs âgés que d'exiger d'eux, après une vie de labeur, de se lancer à 57 ou 58 ans dans une nouvelle qualification, sachant combien à cet âge et dans la situation économique actuelle, on a peu de probabilités de retrouver un travail !

Les médias se sont émus du fait que le 19 mars, Schulz a été élu président du SPD par près de 100 % des quelque 600 délégués de son parti, « un score historique ». Ce n'est en fait pas si étonnant. Jusqu'à il y a quelques semaines, la chancellerie paraissait totalement inaccessible à son parti, résigné à un quatrième mandat de Merkel. Mais soudainement, son irruption sur le devant de la scène et la remontée des sondages incarnent pour eux l'espoir de pouvoir l'emporter.

Dans son discours d'investiture, Schulz s'est contenté de répéter un nombre incalculable de fois le mot « respect » : respect pour les jeunes, les vieux, les femmes, les migrants... Les travailleurs ne doivent pas s'y tromper : si ces paroles peuvent être moins désagréables à entendre que celles de candidats réactionnaires, le respect devrait commencer par des emplois et des salaires corrects. De ce point

de vue il n'y a rien là qui serait de nature à rendre leur vie même seulement « un petit peu meilleure », pour reprendre l'expression de Schulz. Avec la crise et sans riposte de la classe ouvrière, le patronat poursuivra son offensive. Se laisser bercer par les discours de Schulz et marcher dans ces illusions ne pourrait que préparer de nouveaux lendemains difficiles.

Alice Morgen



«Hartz IV est antisocial parce que l'argent ne va qu'au capital.»

## Europe : du traité de Rome à la laborieuse Union

**Il y a soixante ans, le 25 mars 1957, était signé entre six pays le traité de Rome qui donna naissance au Marché commun, à l'origine de l'Union européenne d'aujourd'hui.**

Alors que les États-Unis ont constitué un vaste marché unifié dès 1865 et la fin de la guerre entre le Nord et le Sud, les bourgeoisies de la vieille Europe se sont encore affrontées militairement pendant près d'un siècle, dans la guerre franco-allemande de 1870 d'abord, puis dans la lutte pour le partage du monde au cours des deux guerres mondiales. Au sortir de la deuxième, malgré de grandes phrases sur l'union entre les peuples, leurs rivalités ne se sont pas éteintes. Ce sont les États-Unis, désireux de soutenir globalement une économie européenne chancelante et d'ouvrir le marché européen à leurs capitaux qui poussèrent dans le sens d'une unification, repris par des politiciens français, notamment des socialistes,

relais de la politique américaine.

### Premiers pas difficiles

Cependant, les premiers pas furent timides. Le Benelux, une union douanière née en 1944, se limitait à trois petits pays, la Belgique, les Pays-Bas (Nederland) et le Luxembourg. Une communauté économique regroupant six pays, créée neuf ans plus tard, se limitait au charbon et à l'acier, la CECA. Des tentatives d'union douanière entre la France et l'Italie et de ces deux pays avec le Benelux – le Fritalux – se soldèrent par des échecs.

Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957 après près de deux ans de tractations, pouvait donc apparaître comme une performance alors qu'en réalité la

Communauté économique européenne, la CEE, à laquelle il donna naissance le 1<sup>er</sup> janvier suivant était bien loin d'une Europe unifiée. Elle était limitée à l'origine à six pays : France, Allemagne, Italie et les trois pays du Benelux. On l'appela le Marché commun car l'objectif était de supprimer les obstacles aux échanges, à commencer par les quotas limitant les quantités de marchandises importées et les droits de douane entre les six pays, souvent de l'ordre de 30 %. Il fallut attendre dix ans pour que ceux-ci tombent à zéro et que le tarif douanier imposé aux marchandises venues de l'extérieur soit unifié. Il fallut encore cinq ans supplémentaires pour un élargissement à la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark.

Ce laborieux échafaudage allait se poursuivre les décennies suivantes, donnant naissance en 1992 à l'Union européenne

qui compte aujourd'hui 28 États mais sans jamais aboutir à une véritable unification. Les droits de douane n'étaient pas supprimés depuis longtemps que déjà, au milieu des années 1970, chaque État multipliait les normes qui, au nom de la défense des consommateurs ou de la santé publique, constituaient des barrières invisibles pour protéger « ses » capitalistes.

### De Maastricht à l'euro

Ce n'est qu'en 1992, lors du traité de Maastricht, que fut prise la décision de créer une monnaie unique. Après bien des péripéties, l'euro allait naître dix ans plus tard. Mais il n'est nullement certain qu'il survive au prochain épisode de la crise du capitalisme.

Quant à « l'abolition des obstacles à la libre circulation des personnes » prévue par le traité de Rome, il a fallu attendre la signature des accords de Schengen pour que les États tentent de

la mettre en œuvre. Elle ne s'appliqua qu'une dizaine d'années plus tard et elle est aujourd'hui remise en cause. En revanche, le renforcement des frontières extérieures, prévu lui aussi à Schengen, s'est aggravé. Au total, au péril de leur vie, les migrants butent sur les contrôles tant à l'entrée de l'espace Schengen qu'à l'intérieur.

Cette construction européenne n'est qu'une entente bien fragile entre bourgeoisies rivales que l'aggravation de la crise économique ne cesse de mettre à mal. Quant à ceux qui présentent le traité de Rome comme une sorte de péché originel et dénoncent l'Europe comme la source de tous les maux, ce sont des menteurs qui s'en servent pour faire diversion, tentant de dresser les travailleurs les uns contre les autres pour éviter qu'ils s'en prennent à leurs vrais ennemis, les capitalistes.

Jean Sanday



## Migrants : des barrières contre les pauvres

Le 20 mars, les ministres de l'Intérieur européens du groupe de contact sur la Méditerranée ont discuté d'un plan pour stopper les migrations avec l'aide du gouvernement libyen.

Au même moment, les ONG tiraient à nouveau la sonnette d'alarme sur la situation catastrophique des migrants. Plus de 3 000 d'entre eux ont dû être secourus au large de la Libye dans la seule journée du 19 mars. Avec la fin de l'hiver, les traversées vont reprendre plus nombreuses et l'Europe n'a que des frontières fermées et des camps de rétention surpeuplés à proposer aux survivants.

On estime à 180 000 le nombre de migrants arrivés en Italie dans l'année 2016. Ils sont plus de 60 000 piégés en Grèce, sur les frontières des Balkans, mais surtout dans les îles où des centres d'hébergement devaient leur permettre de faire leur demande d'asile.

En réalité, d'après l'ONG Human Rights Watch, c'est « un véritable désastre, (...) les demandeurs d'asile vivant dans des conditions affligeantes ». Un Syrien raconte qu'après avoir été torturé dans les prisons d'Assad, il a été détenu comme un criminel pendant deux mois à Lesbos avant d'obtenir sa carte de demandeur d'asile.

Vu la lenteur des formalités administratives, la grande majorité des réfugiés végète depuis des mois, voire un an, dans les centres d'enregistrement de cinq îles grecques, où règnent la surpopulation et un climat de violence dramatiques pour les plus vulnérables : les cas de dépression et de stress aigu, les tentatives

de suicide se multiplient. L'angoisse s'accroît avec la peur d'être renvoyé en Turquie, un pays présenté lors de l'accord avec l'Union européenne, et contre toute évidence, comme un refuge sûr pour les demandeurs d'asile.

C'est le même type d'accord que les gouvernements européens recherchent avec la Libye. Ce n'est pas le sort que les réfugiés pourraient y trouver qui les fait hésiter à fournir à ce pays en pleine instabilité les radars, les embarcations et les hélicoptères qu'il réclame pour retenir ou récupérer les migrants. Ce qui les inquiète ce serait de voir ces équipements tomber aux mains de milices autres que les armées officielles avec qui ils discutent.

Récemment, l'agence Frontex, garde-frontière de l'Europe, a clairement accusé les navires des ONG de se faire les auxiliaires des passeurs. Les dirigeants de l'Union européenne voudraient rejeter les migrants d'où ils viennent. C'est une infamie révélatrice de ce que sont ces gouvernants qui ne cherchent qu'à ériger sans cesse des frontières contre les pauvres.

Sylvie Maréchal



Des migrants parqués en Grèce.

## Centrafrique : des militaires français violeurs et impunis

Plusieurs plaintes visent des militaires français engagés en Centrafrique entre décembre 2013 et octobre 2016 dans l'opération Sangaris. Deux associations de protection de l'enfance tentent aujourd'hui d'empêcher que l'une de ces plaintes concernant des viols de jeunes garçons soit définitivement enterrée.

Quarante-et-un enfants du camp de réfugiés de M'Poko, situé dans l'aéroport même de Bangui, la capitale de la Centrafrique, se sont déclarés victimes d'agressions sexuelles ou de viols entre décembre 2013 et juillet 2014 de la part de militaires français. Une enquête interne avait bien été lancée, mais les militaires mis en cause avaient été aidés par leur hiérarchie pour y répondre de façon concertée. Le dossier transmis au ministre de la Défense Le Drian

avait été classé secret défense, tandis qu'une autre enquête menée par l'Onu était elle aussi restée sous le boisseau.

Il avait fallu attendre neuf mois pour que le lièvre soit levé par un article du quotidien britannique *The Guardian*. Le fonctionnaire de l'Onu qui avait lancé l'alerte auprès du journal et transmis l'enquête de l'Onu aux autorités françaises a été suspendu de ses fonctions, puis poussé à la démission. Le Drian a tout de même été obligé de

lever le secret défense et de transmettre le dossier à la justice. Mais l'enquête a ensuite été confiée à l'armée elle-même...

Finalement, sans avoir interrogé par lui-même une seule des victimes, le parquet de Paris a clos l'instruction en décembre dernier. Il n'a mis en examen aucun des militaires et un non-lieu est prévisible. Les deux associations demandent l'audition par la justice de dix militaires français ainsi que du gendarme qui a mené l'enquête avec une « extrême partialité ». Mais ni la justice, ni le gouvernement n'ont envie de faire la lumière sur les exactions des militaires, un aspect des sales guerres menées par l'impérialisme français.

J. S.

## Brésil : la classe ouvrière relève la tête



Mercredi 15 mars, à l'appel des syndicats, près d'un demi-million de travailleurs brésiliens ont fait grève et manifesté contre un projet de réforme des retraites.

Il y a deux ans, le dimanche 15 mars 2015, des manifestations contre la corruption et contre la présidente Dilma Rousseff (du Parti des travailleurs) avaient rassemblé un million et demi de personnes, à l'appel de la droite. Celle-ci gouverne maintenant depuis près d'un an.

La corruption n'a pas disparu. La justice poursuit dans ce cadre 83 ministres et parlementaires, qui en vertu de leur immunité seront jugés par la Cour suprême, et 211 simples citoyens, dont l'ex-président Lula.

Les manifestants du 15 mars ne dénonçaient pas ces corrompus, mais des réformes antiouvrières, préparées par la gauche et présentées par l'actuel gouvernement de droite. La plus honnie est celle des retraites. Femmes et hommes ne pourraient plus partir en retraite qu'à 65 ans (aujourd'hui 55 ans pour les femmes et 60 pour les hommes) et après avoir cotisé 25 années. Or plus de la moitié des travailleurs n'ont pas de contrat de travail, et donc ne cotisent pas, et le chômage touche plus d'un salarié sur dix.

Quant aux pensions de retraite, elles baisseraient brutalement. Elles se monteraient à 51 % de la valeur moyenne du salaire pendant les années cotisées, plus 1 % par année cotisée. De plus, pour toucher la pension minimum réservée aux personnes âgées et aux handicapés, il faudrait avoir 70 ans (au lieu de 65). Et cette pension, qui équivaut aujourd'hui au salaire minimum, serait déconnectée de celui-ci et

de l'augmentation du coût de la vie. Or c'est bien souvent, dans les régions pauvres et agricoles du Nordeste, l'unique revenu de la famille.

Contre ces projets réactionnaires, de nombreux travailleurs ont débrayé quelques heures ou la journée un peu partout, dans les entreprises les plus grosses et les plus syndicalisées : métallurgie, automobile, pétrole, ports, poste, autobus, métro, santé, enseignement. Les manifestations ont réuni 200 000 personnes à São Paulo, 100 000 à Rio et à Belo Horizonte, des dizaines de milliers dans d'autres villes.

C'est peut-être le début d'une remontée des luttes. Mais les travailleurs qui se mobilisent ne doivent pas oublier que les réformes qu'ils combattent aujourd'hui ont été préparées et mises en route par les gouvernements de gauche, appuyés par les directions syndicales. Ces gens-là poussent aujourd'hui à la mobilisation pour tenter de revenir au pouvoir, et c'est l'ex-président Lula qui a prononcé le discours de clôture de la manifestation du 15 à São Paulo. Malgré ses cinq inculpations pour corruption, Lula est le mieux placé dans les sondages pour la présidentielle de 2018. Et il ne fait pas mystère de son désir de revenir en sauveur à la tête de son pays.

Pour contrer l'offensive de la bourgeoisie, les travailleurs brésiliens devront se battre par et pour eux-mêmes, et non se fier à des hommes comme Lula, devenus de simples politiciens bourgeois.

Vincent Gelas



## Oberthur Technologie : en grève !



Depuis mardi 14 mars, une partie des salariés de cette entreprise de Vitré en Ille-et-Vilaine, qui compte 620 personnes, dont 27 % en emplois précaires, sont en grève illimitée. Ils réclament une augmentation générale des salaires pour tous, car avec les propositions de la direction 30 % des effectifs n'auraient rien. Ils revendiquent aussi une prime exceptionnelle de 1 200 euros net, l'égalité des salaires hommes-femmes, la revalorisation des primes de nuit au niveau de ce qui se fait dans les entreprises du bassin vitréen.

Ils se mobilisent également sur les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, avec de plus

en plus d'arrêts maladie et d'accidents du travail. « Il faut faire du chiffre, du chiffre et encore du chiffre... » Il faut dire que, ces dernières années, la production est passée de six à douze millions de cartes à puce sur le site de Vitré !

Bien sûr, la direction a expliqué qu'elle ne pouvait pas payer plus, alors qu'en 2016 le chiffre d'affaires de l'entreprise a dépassé le milliard d'euros. Mais une information anonyme, adressée aux syndicats CFDT et FO, a permis de révéler le versement de 2,5 millions de primes pour dix hauts dirigeants. De quoi mettre en colère l'ensemble des salariés, de jour comme de nuit, quand

la direction ne leur propose que des miettes.

La contestation gagne d'autres sites du groupe. À Dijon, un débrayage de 50 % du personnel a eu lieu lundi 20 mars, et au siège, à Colombes, 70 personnes ont fait des pauses « prolongées ».

Les grévistes sont déterminés à continuer jusqu'à ce que les propositions de la direction leur conviennent. Ils ont manifesté en ville avec, sur certains tee-shirts, « Tout ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé, partage des richesses ou ça va péter », « Pour eux des c... en or, pour nous des nouilles encore », « Le gâteau, pas les miettes » ou encore « Qui sème la misère, récolte la colère... ».

Correspondant LO

## GEMS – Buc: débrayage pour les salaires

Lundi 20 mars une soixantaine de salariés des ateliers de production et de réparation de l'usine GEMS (General Electric Medical Systems), à Buc dans les Yvelines, c'est-à-dire la quasi-unanimité des travailleurs en CDI présents en journée et équipes du matin, ont débrayé une heure pour faire entendre leur demande d'augmentation de 200 euros par mois.

Ce débrayage, auquel tous tenaient, a été la réponse à la proposition d'augmentation de 35 euros de la direction. Cette dernière voulait calmer le

jeu à la suite de la remise, par une quinzaine de salariés, d'une pétition signée à l'unanimité quelques jours auparavant et réclamant les 200 euros.

Ce débrayage, le premier depuis des années et le premier tout court pour certains jeunes embauchés, a regroupé le secteur de production et celui de la réparation qui, à son tour, a fait sienne la demande de 200 euros. Tous ont perçu cela comme un encouragement à continuer à faire entendre la revendication commune.

La direction a prévu de

rencontrer le lendemain la délégation de salariés mandatée par les grévistes. Quel qu'en soit le résultat, rendez-vous a déjà été pris pour que tous puissent, ensemble, apprécier si le contenu de cette rencontre est à la hauteur des attentes.

Ces attentes sont renforcées par les possibilités financières importantes de GEMS, la filiale de fabrication de matériel radiologique du trust General Electric qui a su verser 8,82 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier.

Correspondant LO

## Moulins : non aux suppressions d'emplois

En redressement judiciaire, les établissements Chapier de Moulins, dans l'Allier, ont été rachetés par Le Forum du bâtiment, le leader national de la quincaillerie.

Cela va entraîner entre 17 et 19 suppressions d'emplois, soit 40 % des postes de l'entreprise. Le Forum du bâtiment, qui est à la tête de 110 magasins à travers la France, veut profiter de

la situation pour rentabiliser un peu plus son groupe en supprimant des emplois.

En une dizaine d'années, l'agglomération de Moulins a connu plusieurs plans de licenciements. En 2009, c'est l'entreprise Potain (fabricant de grues), appartenant à la multinationale américaine Manitowoc, qui licenciait 300 travailleurs. Au même moment, l'entreprise voisine JPM

(fabricant de serrures) appartenant au groupe Assa Abloy divisait le nombre de ses emplois par deux (130 licenciements). Cette même entreprise allait fermer définitivement en 2013, entraînant 150 nouveaux licenciements.

L'an dernier, c'est le groupe Intermarché qui annonçait la fermeture de sa base d'Avermes, à côté de Moulins, ce qui va conduire

## CentraleSupélec – Châtenay-Malabry : les travailleurs se font respecter

Les travailleurs de l'école d'ingénieurs Centrale-Supélec à Châtenay-Malabry, dans les Hauts-de-Seine, continuent leur mouvement de protestation. Ils refusent la perte de jours de congés et dénoncent tout ce qui leur est imposé sans contrepartie depuis la fusion des deux écoles en 2015.

Pour les grévistes comme pour la direction, la journée du jeudi 16 mars était importante. Ce jour-là avait lieu le conseil d'administration de l'établissement et c'était la quatrième journée de grève pour les plus mobilisés, alors que d'autres avaient réservé ce jour-là pour montrer leur protestation. Tous se sont retrouvés dès 8 h du matin à l'entrée du campus de Châtenay-Malabry.

La direction avait demandé la veille aux organisations syndicales de s'engager à ne pas perturber le conseil d'administration. Elle avait même eu le culot de leur demander si elles avaient un service d'ordre. Elle espérait sans doute une complicité de leur part qui aurait suffi à transformer cette journée ensoleillée en simple promenade festive, sans caractère contestataire. Mais elle a été servie.

Deux cents grévistes ont accompagné les élus du personnel dans le bâtiment de la direction, et ont fait irruption devant les administrateurs médusés. Les mines déconfites

du directeur de l'école, du président du conseil d'administration, un grand patron du groupe Bouygues, et de leurs petits copains, faisaient plaisir à voir. Une gréviste a lu un texte pour affirmer que les salariés ne laisseraient pas escamoter leurs revendications, et dénoncer la tentative de faire faire la police par les syndicats. « Sommes-nous des voyous ? Les secrétaires vont-elles mettre le feu à leur bureau ? Les jardiniers saccager les pelouses, ou les peintres salir ce qu'ils ont eux-mêmes peint ? » Un tonnerre d'applaudissements a suivi la lecture.

Le reste de la journée a été particulièrement festif et les grévistes, dont la plupart vivaient une telle expérience pour la première fois, étaient heureux d'avoir imposé le respect à ces dirigeants si arrogants habituellement, et heureux aussi de la fraternité ressentie entre les travailleurs des différents campus, qui se découvraient ce jour-là. La mobilisation continue.

Correspondant LO



à 207 nouvelles suppressions d'emplois en 2018. Un contrat dit de revitalisation est en train de se mettre en place. Intermarché devrait verser 1,2 million d'euros pour « faciliter la création d'emplois et la reconversion du site ». Ce n'est pas la première fois que de telles conventions sont mises en place, sans jamais qu'aucun emploi ne voie le jour, surtout dans une région largement sinistrée par

les licenciements.

Ainsi, à Moulins, les multinationales ont licencié, une entreprise nationale de commerce le fait et même une entreprise familiale comme Chapier, installée depuis des décennies, supprime des emplois. L'interdiction des licenciements est une exigence qui concerne vraiment l'ensemble des travailleurs.

Correspondant LO



## Candia – Gerzat : trois semaines de grève

Depuis le début mars, les travailleurs de la laiterie Candia de Gerzat, dans le Puy-de-Dôme, sont en grève pour un rattrapage de salaire.

Depuis que leur entreprise Beuralia a fusionné avec Candia du groupe Sodiaal (Entremont, Yoplait, Richemonts...) en 2015, les travailleurs de la laiterie de Gerzat n'ont plus de représentants aux négociations nationales et les salaires ne sont plus discutés au niveau du site. En outre, sous prétexte d'harmonisation avec les autres usines du groupe (Sodiaal en compte 71 en France et Candia 7), ils ont perdu tout ce qu'ils avaient obtenu en vingt ans chez Beuralia, ce qui se traduit par une perte de salaire et de primes d'environ 500 à 600 euros par an et par ouvrier, une dégradation de l'organisation du travail et la perte de onze jours de RTT.

Les travailleurs de Candia ont donc exigé une entrevue avec la responsable des ressources humaines. Ils réclament les 50 euros par mois qu'ils ont perdus lors de la cession de l'usine. Ils se heurtent au mépris des directions, tant locale que nationale, qu'ils nomment « directions des ressources inhumaines ». Après plusieurs tentatives pour imposer des négociations, une proposition humiliante de 0,7% d'augmentation, soit environ 11 euros par mois, leur a été consentie, après deux ans sans aucune augmentation.

C'en était trop, et spontanément la majorité des cent ouvriers de production, sur 176 salariés, ont arrêté le travail et ont commencé à



bloquer entrées et sorties de l'usine. La direction a alors assigné cinq d'entre eux devant le tribunal des référés pour blocage de l'usine, puis elle lock-outait celle-ci. Le 14 mars, au tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand, alors que le juge innocentait les travailleurs incriminés et exigeait des négociations dans l'enceinte même du tribunal, l'avocat de la direction promettait aux ouvriers « une guerre comme la guerre de Cent Ans », qui pourra durer longtemps mais les laissera perdants ! Ce langage de haine et de guerre de classe n'a fait que renforcer la détermination des travailleurs et depuis la grève continue.

Les tentatives de la

direction de faire travailler l'encadrement pour remplacer les grévistes ne fonctionnent pas : la direction prétend que la grève lui coûte 25 000 euros de perte par jour, mais il faut croire qu'elle préfère cela aux 8 500 euros par mois qu'il lui en coûterait d'accorder les 50 euros pour tous.

Les deuxième et troisième semaines de grève, et parfois de blocage des routes autour de l'usine, ont été consacrées à la recherche d'un médiateur, qui a été refusé. Mais les aides et la solidarité qui se manifestent chaque jour davantage sont un encouragement. Après 18 jours de grève, les travailleurs ont obtenu pour une délégation

de quatre ouvriers une entrevue avec la direction générale à Paris, le lundi 20 mars. Lors de cette délégation, pour pouvoir avancer leurs seules revendications dans la discussion, ils ont dû faire sortir de la table des négociations la RH (Ressources humaines) de Gerzat, qui cherchait à noyer le poisson.

Les travailleurs veulent récupérer le salaire perdu depuis deux ans. Mardi 21 mars, à leur vingtième jour de grève, ils attendaient la réponse des deux DRH de Sodiaal et Candia, rencontrés à Paris, et ils restaient toujours solidaires et déterminés à obtenir ce rattrapage.

Correspondant LO

## Aerofarm – Marseille : cinquante salariés jetés à la rue

Alors que la direction du groupe Fareva s'apprête à fermer l'usine Aerofarm dans trois mois, elle n'hésite pas à demander aux ouvrières et aux ouvriers de faire encore un effort. Elle se permet aujourd'hui de leur réclamer de travailler jour et nuit en 3x8 pour livrer les commandes, avant de fermer définitivement le site.

Aerofarm, filiale du groupe Fareva dont le chiffre d'affaires avoisine le milliard d'euros, est spécialisée dans le conditionnement d'aérosols cosmétiques, pharmaceutiques et ménagers. La direction du groupe a décidé de fermer le site de Marseille, chemin du Littoral, en juin, dans trois mois. Elle propose des reclassement en Ardèche ou... peut-être en Russie. En cas de refus, les indemnités de licenciement seront réduites au minimum légal, d'une légèreté affligeante.

Le prétexte à la fermeture serait entre autres la perte de la commercialisation d'un produit à base de Malathion. Mais cet insecticide susceptible d'entraîner des troubles graves a été interdit par un décret du *Journal officiel* du 4 septembre 2007. Les stocks devaient être écoulés au 1<sup>er</sup> décembre 2008, ce qui n'a pas été le cas puisque la production a continué malgré les directives officielles.

La direction prétend aussi que l'usine de Marseille ne serait pas assez rentable puisqu'elle ne produit que 13 millions de pièces, alors que l'usine de Russie serait susceptible d'en produire 150 millions...

Pourtant, cette entreprise de 50 salariés avait reçu la visite le 23 mai 2016 de la ministre du Travail, Myriam El Khomri. Et

celle-ci n'avait pas eu de mots assez doux pour vanter les mérites de la direction, disant qu'elle trouvait là « des entreprises qui ont de l'avenir ». Son directeur avait renchéri en décrivant « une société en pleine expansion ».

Tous ces satisfecit n'empêchent pas la haute direction de décider de fermer le site et d'envoyer 50 personnes au chômage sans espoir de se recaser.

Voilà bien la logique de ces gens-là qui, comme disait Marx, ferment une usine comme on refermerait sa tabatière.

Correspondant LO



## Guyane : le Kourou des travailleurs bloque Ariane

Le décollage d'Ariane 5 prévu pour le 21 mars, depuis le Centre spatial guyanais (CSG) de Kourou, a été reporté. Des barrages de grévistes ont empêché le transfert de la fusée vers son pas de tir.

Depuis le 20 mars, des manifestants, avec palettes et pneus, se sont déclarés en grève illimitée et ont bloqué le rond-point permettant l'accès à la zone de lancement. Les employés d'EDF Guyane protestent ainsi contre la dégradation de leurs conditions de travail, exigent de l'embauche correspondant aux nécessités d'extension du réseau, et attendent que la direction se déplace à Kourou pour discuter.

Ceux de l'entreprise de maintenance industrielle Endel, sous-traitants du CSG, qui emploie, directement ou non, un sixième de la population active de la région, entre autres les chauffeurs chargés du transfert du lanceur d'Ariane, réclament le respect des accords salariaux. Enfin, le personnel du centre médico-chirurgical

de Kourou (CMCK), soutenu par les usagers, proteste depuis quelque temps contre le projet de la Croix-Rouge, gestionnaire du CMCK, de céder l'établissement au groupe privé Rainbow Santé. Ils s'inquiètent des risques de licenciements qui pourraient survenir à la suite d'une baisse des financements de l'Agence régionale de santé, et demandent à être un établissement public.

À une époque où le lancement de satellites est devenu banal, les travailleurs doivent encore se battre avec les bons vieux moyens de la grève, avec piquets et barrages de palettes, pour obtenir le minimum qui leur est dû. Au sein de cette collectivité territoriale, sur les 250 000 habitants, près de 40% de la population en âge de travailler est au chômage. Alors, les satellites de télécommunications peuvent bien attendre que les travailleurs soient payés comme il se devrait !

Viviane Lafont



## MIN de Rungis : travailleurs sans papiers en grève

Depuis jeudi 16 mars, près de 130 travailleurs sans papiers, en majorité maliens et sénégalais, sont en grève et se sont installés au bâtiment de la Semmaris au Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis. Après bien des années à travailler sous une autre identité, ils réclament d'être régularisés, un droit élémentaire pour pouvoir vivre dignement.

Depuis plus d'un an, ces travailleurs en parlaient dans des réunions, épaulés par les militants CGT de l'UL de Rungis et de l'UD du Val-de-Marne. Après bien des discussions, des hésitations, ils ont finalement décidé de réagir collectivement pour leur régularisation, tout en sachant qu'ainsi ils devenaient une cible pour les employeurs. Mais ils en ont assez de cette précarité.

12 000 salariés travaillent au MIN de Rungis, selon la société Semmaris qui en est gestionnaire. Parmi eux, plusieurs centaines sont sans papiers, dont beaucoup d'intérimaires employés par des sociétés comme Derichebourg, Onet, Manpower interim, Link, Abalone, Fruit d'or, Start People, etc. Mais ils sont aussi employés directement

par des entreprises plus petites, comme des pizzerias, des brasseries, l'enseigne Flunch. Ce sont des agents de sécurité, des aides à domicile, des éboueurs, des maçons, des plongeurs, des cuisiniers. Ils travaillent, cotisent, alors qu'ils n'ont pas leurs propres papiers. Ils sont victimes de tous les trafics pour en obtenir, sans aucune garantie qu'ils toucheront au final le salaire qu'ils ont gagné en travaillant durement. Beaucoup d'employeurs ferment les yeux sur la situation, pour pouvoir les exploiter au moindre coût et imposer des conditions de travail dégradées. Quant à la régularisation, ce n'est pas leur problème.

Ces travailleurs en sont là à cause des lois, directives, décrets mis en place par les différents gouvernements

et qui, sous couvert de faciliter la régularisation des travailleurs sans papiers, ont aggravé leur situation.

La loi Cazeneuve de 2016, dernière en date, a aggravé la répression contre l'utilisation d'alias, c'est-à-dire l'utilisation par un travailleur sans papiers de ceux d'un travailleur en règle, pour pouvoir travailler. C'est une pratique courante, connue de tout le monde et qui était jusque-là plus ou moins acceptée. Il y a aussi l'obligation de justifier d'un CDI pour avoir une chance que le dossier aboutisse, une exigence scandaleuse alors même qu'un salarié en règle y a de moins en moins accès. Et il faut rappeler que, même si la grève aboutit à obtenir le précieux sésame du Cerfa, c'est-à-dire d'un contrat de travail délivré par un employeur, et qu'ensuite la préfecture valide la délivrance d'un permis de travail, celui-ci ne durera que quelques mois. Si le dossier déposé en préfecture n'est pas validé à temps pour une carte de séjour provisoire, ce sera le retour à la case départ.



Les grévistes, avec le soutien de la CGT 94, sont décidés à tenir le temps qu'il faudra. La présence au rez-de-chaussée de la tour est assurée en permanence. Tout a été mis en place pour se nourrir et y dormir, chacun ayant reçu sa carte de gréviste. Une caisse de solidarité financière se remplit petit à petit.

Depuis le 16 mars, plusieurs rendez-vous ont eu lieu avec le directeur de cabinet du préfet et celui de la Semmaris, ainsi qu'une réunion ministérielle. Cela a débouché sur un rendez-vous lundi 20 mars entre la préfecture, la Direccte, les

employeurs concernés, la Semmaris et la délégation qui représente les travailleurs sans papiers en grève. À son issue, il a été convenu par tous les participants que les dossiers soient étudiés très vite par les employeurs, majoritairement des agences d'intérim. En attendant leurs réponses, les grévistes continueront la pression, y compris auprès des petits employeurs directs.

Ces travailleurs veulent vivre dans la dignité, ce n'est que légitime. C'est bien leur lutte qui pourra l'imposer, et elle mérite la solidarité de tous les travailleurs.

**Correspondant LO**

## Bosal - Reims : les travailleurs licenciés toujours mobilisés

En février 2014, l'entreprise Bosal à Beine-Nauroy, un sous-traitant automobile implanté près de Reims, était placée en liquidation judiciaire, précipitant les 58 derniers salariés vers Pôle emploi. Dix ans auparavant, cette usine employait près de 400 travailleurs.

Samedi 18 mars, près de 40 anciens salariés se sont retrouvés à la Maison des syndicats de Reims pour discuter des suites à donner à leurs recours juridiques. Après trois ans d'attente, le Conseil d'État vient de confirmer que le ministère du Travail n'aurait jamais dû accepter le plan

social, du fait qu'il était notoirement insuffisant. Les seules propositions de reclassement étaient de ce fait inacceptables. Un soudeur s'était ainsi vu proposer un poste en Hongrie pour 11 000 euros annuels, à condition de parler l'anglais ou la langue locale. Par ailleurs, la décision du

Conseil d'État indique que les licenciements devaient être considérés comme abusifs car sans cause réelle et sérieuse.

Les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs de Bosal pour faire reconnaître leur préjudice ne sont pas terminées pour autant. En effet c'est seulement à partir de maintenant que leurs dossiers peuvent être instruits par les Prud'hommes, avec un premier jugement qui serait attendu au mieux pour le début de l'année 2018. Quant à la direction,

elle aura encore la possibilité de faire appel de la décision. En tout, il faudra peut-être cinq années pour que les travailleurs puissent obtenir gain de cause.

Par ailleurs, suite à la plainte déposée par le syndicat CGT, la direction de l'usine et Bosal devront s'expliquer en juin prochain pour faillite frauduleuse car, avant de fermer l'usine, le groupe avait siphonné les comptes de l'entreprise en louant des machines qui étaient amorties.

Près de trois ans après la liquidation de leur entreprise, et parce que la plupart des travailleurs n'ont toujours pas retrouvé d'emploi fixe, enchaînant CDD, intérim, ils ont toujours la volonté de faire payer les licenciés. Ceux-ci ne paieront jamais assez car, même si au bout du compte la justice donne raison aux travailleurs et que des indemnités leur sont versées, elles ne correspondront jamais au préjudice passé et à celui de la précarité d'aujourd'hui.

**Correspondant LO**

## Hôpital Nord Franche-Comté : ils ont fait bloc

Le personnel du bloc opératoire du tout nouvel hôpital Nord Franche-Comté, entre Belfort et Montbéliard, était en grève toute la journée du mercredi 15 mars.

Les agents ont fait entendre leur colère. Ils dénoncent en particulier le manque de personnel et les semaines de soixante heures, conséquence du passage des journées de travail à dix et même douze heures.

Plus de cent agents, soit la totalité du personnel du bloc présent, se sont retrouvés en assemblée générale, tous personnels confondus,

des ASH (agents des services hospitaliers) aux médecins, malgré les assignations de la direction, pour discuter de la grève et des actions à mener. Le programme opératoire a ainsi dû être reporté et seules les urgences étaient assurées par du personnel identifié par un badge « en grève ».

À une trentaine, les grévistes, renforcés par des collègues en repos et

de jeunes retraitées, sont ensuite allés s'adresser à leurs collègues des autres services et aux usagers. 1500 tracts ont ainsi été distribués dans les services, dans le hall, sur le parking, au self et dans les bus qui s'arrêtaient devant l'hôpital. Les réactions, nombreuses et chaleureuses, ont montré au personnel du bloc que le mécontentement est général.

Les menaces et les tentatives de la direction d'empêcher la contestation n'ont pas étouffé la colère et ont encore plus motivé

le personnel en grève. Une délégation de grévistes a été reçue par la direction qui, pendant plus de trois heures, a témoigné de son mépris envers le personnel, qualifiant même les grévistes de traîne-sabots.

Cette première réaction en appelle d'autres. Le personnel du bloc a montré qu'il n'était pas prêt à subir les attaques de la direction, et il est bien décidé à ne pas en rester là. Après cette démonstration de force, il repart... à bloc!

**Correspondant LO**





# La question de la paix

En Russie, la chute du tsarisme à la fin février 1917 avait laissé entière la question de la guerre. Conscients de l'aversion grandissante de la population envers cette tuerie de masse, les dirigeants du soviet de Petrograd adoptèrent dans un premier temps des textes qui semblaient marquer une rupture complète avec l'ancien régime. Tel fut notamment le cas, le 14 mars 1917 (27 mars selon le calendrier actuel), de l'Appel du soviet aux peuples du monde entier :

« Camarades prolétaires, travailleurs de tous les pays ! Nous, soldats et ouvriers russes, unis au sein du soviet des députés ouvriers et soldats, vous envoyons nos salutations chaleureuses et vous informons d'un grand événement. La démocratie russe a renversé le despotisme des tsars (...). Le pilier de la réaction dans le monde, le gendarme de l'Europe

n'est plus. Puisse-t-il être enterré pour toujours. Vive la liberté. Vive la solidarité internationale du prolétariat et vive son combat pour la victoire finale. (...)

Ainsi, en appelant tous les peuples détruits et ruinés par cette guerre monstrueuse, nous disons que l'heure est venue de mener un combat décisif contre les ambitions annexionnistes

des gouvernements de tous les pays ; le temps est venu pour les peuples de prendre entre leurs mains les décisions, en ce qui concerne les questions de paix et de guerre. Consciente de sa puissance révolutionnaire, la démocratie russe annonce qu'elle s'opposera à la politique de conquête de ses classes dirigeantes par tous les moyens et elle invite les peuples d'Europe à une action commune et décisive en faveur de la paix. (...)

Travailleurs de tous les pays, tendant nos mains comme des frères par-dessus les montagnes des corps de nos morts, par-dessus les rivières de larmes et de sang coulé innocemment, par-dessus les ruines encore fumantes des villes et des villages, par-dessus les trésors détruits, nous faisons appel à vous pour restaurer l'unité internationale. Telle est la garantie de nos victoires futures et de la libération complète de l'humanité ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Mais très vite, sous la pression de la France et de la Grande-Bretagne, auprès desquelles la Russie tsariste s'était lourdement endettée, le gouvernement provisoire, soutenu par la majorité du soviet de Petrograd aux mains des



Deux déserteurs sont rattrapés.

socialistes modérés, se rallie à la guerre et aux buts de guerre de l'ancien régime. Il prétexte que celle-ci a changé de nature, qu'il faut désormais la mener « jusqu'à sa fin victorieuse ». Ministres et représentants des partis socialistes français, anglais et belge sont même dépêchés en Russie pour galvaniser les troupes. Mais remettre l'armée en ordre de bataille se révèle impossible : elle continue à se désagréger.

Trotsky raconte : « Le soldat considérait maintenant une pile de projectiles avec autant de dégoût qu'un tas de viande pourrie de vers : tout cela lui semblait superflu, inutilisable, c'était duperie et filouterie. » Puis, citant un délégué du front, Trotsky poursuit : « La discipline se maintenait à peu près tant que les soldats

comptèrent sur des changements rapides et décisifs. Mais lorsqu'ils virent (...) que tout continuait comme par le passé, même oppression, même esclavage, mêmes ténèbres, mêmes vexations, les troubles commencèrent. (...) Le tissu usé de la discipline se déchirait places par places, en divers moments, dans différentes garnisons et divers corps de troupe. Tel commandant, fréquemment, s'imaginait que, dans son régiment ou sa division, tout allait bien, jusqu'à l'arrivée des journaux ou d'un agitateur du dehors.

En réalité s'accomplissait le travail de forces plus profondes et plus irrésistibles. On ne pouvait compter sur le moral de l'armée. Ce que l'on peut formuler ainsi : l'armée, en tant qu'armée, n'était déjà plus. »



Meeting de soldats en mars 1917.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
 www.union-communiste.org  
 contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
**Pour les malvoyants**  
 www.lutte-ouvriere-audio.org



## Depakine : empoisonnement conscient

Le 16 mars, sur France 2, Envoyé spécial diffusait un reportage intitulé « Depakine : un silence coupable ». C'est le silence du laboratoire Sanofi qui a laissé des femmes prendre cet antiépileptique alors qu'elles étaient enceintes, sans les avertir des risques – pourtant connus – encourus par les enfants à naître.

Le reportage a montré une jeune femme racontant son bonheur, en 2002, quand elle a mis au monde son enfant. Mais, neuf mois plus tard, « il est très calme, trop calme et, à un an, il ne sourit pas, ne marche pas même à quatre pattes et semble enfermé dans sa bulle », dit-elle. En 2009, c'est par le hasard de ses lectures qu'elle fit le lien entre les troubles de son enfant et la Depakine qu'elle prenait, indispensable, parce qu'elle est épileptique.

Pourtant, avant même la naissance de cet enfant, on connaissait les risques. En 1982, des études avaient montré le risque de survenue de graves malformations neurologiques. Au tout début des années 2000, le risque accru de retards mentaux, de troubles autistiques et de troubles des apprentissages avait été démontré. Mais les femmes n'en étaient pas pour autant averties. En 2000, la notice d'utilisation du médicament conseillait

de prévenir son médecin en cas de grossesse ou de désir de grossesse; en 2006 elle déconseillait l'utilisation de la Depakine pendant la grossesse, et il a fallu attendre 2014 pour qu'elle indique clairement la gravité des effets secondaires: un risque de malformation neurologique d'environ 11% et un risque de troubles graves du comportement et du développement intellectuel pouvant atteindre 30 à 40%! Enfin aujourd'hui, depuis le 1<sup>er</sup> mars, les boîtes de médicaments contenant du valproate (le principe actif de la Depakine), sont revêtues d'un pictogramme alertant les femmes enceintes du danger que présente ce médicament pendant la grossesse. Ce n'est pas l'effet de la bonté de Sanofi mais le résultat du combat acharné de femmes mères d'enfants souffrant des effets secondaires de la Depakine.

Dans une note interne distribuée au lendemain de la diffusion du reportage d'Envoyé Spécial, le

laboratoire a dénoncé « une présentation des faits totalement tendancieuse », ajoutant : « La santé des patients est la première préoccupation de Sanofi. C'est notre raison d'être et notre engagement à tous. »

Mais les faits ont la peau dure, avec les multiples retards apportés à l'information des patients et des médecins, le mépris répugnant d'un expert à l'égard des enfants et de leurs parents, l'attitude de Sanofi en Grande-Bretagne utilisant une armée d'avocats pour museler la plainte des familles, les atermoiements du directeur des affaires médicales prétendant que le retard pris pour l'apposition du pictogramme et sa généralisation à l'ensemble des pays est d'ordre technique. Il faut y ajouter l'ultime déclaration de ce personnage : « Putain, elle m'a scié, j'ai failli la tuer, elle m'a gonflé... » prononcée à la sortie de l'entrevue avec la journaliste, en oubliant qu'il portait encore un micro. Tout laisse donc plutôt penser que la première préoccupation de Sanofi et sa raison d'être reste les 500 millions d'euros rapportés chaque année par la Depakine.

Sophie Gargan

## Le 19 mars : “Notre communauté, c'est celle de tous les exploités”

Dimanche 19 mars, à Paris, la manifestation pour la justice et la dignité a rassemblé plusieurs milliers de personnes à l'appel des familles de victimes, des associations de défense des immigrés, des syndicats, des organisations politiques. Les manifestants ont dénoncé les violences policières et la responsabilité de l'État qui les

laisse presque totalement impunies.

Rien d'étonnant car cet État est un appareil de répression contre les pauvres et les exploités quelles que soient leur origine et la couleur de leur peau, comme le dénonçaient aussi de nombreux manifestants.

Sous une banderole « Prolétaires de tous les pays unissons-nous » le cortège

de Lutte ouvrière réclamait notamment la fin de toutes les discriminations entre travailleurs français et immigrés, entre hommes et femmes, pour les mêmes droits et pour la liberté de circulation et d'installation des migrants et affirmait « pour une vraie justice, il faut mettre fin à l'injustice sociale. »

Sylvie Maréchal



## Essais nucléaires : les victimes rarement indemnisées

Mercredi 15 mars, après des années de procédure, douze anciens militaires ayant travaillé sur des sites d'essais nucléaires de l'armée française au Sahara ou en Polynésie ont obtenu le droit élémentaire d'être indemnisés pour les maladies développées suite à leur exposition à des radiations.

Entre 1960 et 1996, 210 essais nucléaires ont été menés par l'État français en Algérie ou à proximité d'atolls polynésiens. Les sols, l'eau, les habitants, des travailleurs, des militaires, potentiellement 150 000 personnes pourraient en avoir subi les conséquences sanitaires dramatiques, leucémies et cancers en nombre.

L'État français a tout fait, et aussi longtemps que possible, pour ne pas assumer ses responsabilités. Pendant des décennies, il a nié tout danger lié aux expérimentations nucléaires. Après les nombreuses protestations de victimes issues des rangs de l'armée elle-même, il a fini par promettre qu'il indemniserait un maximum de victimes. Mais la loi Morin adoptée en janvier 2010, tout en reconnaissant les dangers potentiels, a été rédigée

sur mesure pour durcir au maximum les conditions d'indemnisation. Le ministère de la Défense a ensuite fait souvent appel des décisions de justice, même dans les très rares cas où elles le condamnaient à payer. Jusqu'à ce dernier jugement, c'est seulement une vingtaine d'anciens militaires du nucléaire qui avaient été indemnisés.

C'est finalement suite aux protestations des associations de victimes lors de la visite de Hollande en Polynésie en 2016 qu'une clause a été introduite dans la loi Égalité réelle adoptée en février dernier. En supprimant l'appréciation de « caractère négligeable » des essais nucléaires dans l'apparition de certaines maladies, elle a ouvert la voie à une plus large indemnisation des victimes.

Comme souvent, l'État au service des puissants a longtemps refusé de reconnaître les conséquences dramatiques de ses pratiques, même pour tous ceux qui, à son service, y ont parfois laissé leur vie. Pour bien des victimes, c'est à titre posthume que leurs proches recevront au bout du compte les indemnités.

Gilles Boti

## Lycée Suger : solidaires contre les violences policières

Depuis l'arrestation le 7 mars, totalement aléatoire, d'une cinquantaine de jeunes, pour la plupart du lycée Suger de Saint-Denis, l'émotion et l'indignation s'expriment du côté des lycéens, de leurs parents et du personnel de l'établissement.

Les jeunes continuent de témoigner auprès de leur famille et dans les cours de ce qu'ils ont subi lors des interpellations et des gardes à vue: certains ont eu droit à des insultes, des propos ouvertement sexistes et racistes. Au-delà du choc créé par ces révélations, cette ambiance suscite de nombreuses interrogations politiques que des lycéens exposent notamment durant des cours. Les questions tournent autour des injustices sociales, comme la discrimination à l'embauche, les inégalités en France et entre les pays, les dictatures et les méthodes barbares des forces de répression dans

leurs pays d'origine. Beaucoup disent leur inquiétude face aux scores prévus de Marine Le Pen.

Le personnel du lycée partage ce sentiment d'injustice avec les jeunes tout en condamnant évidemment les actes de ceux qui ont provoqué les incendies ou assailli, armés de battes, d'autres établissements.

Les parents d'élèves de plusieurs établissements ont organisé des réunions. Une cinquantaine de personnes, surtout des parents et quelques membres du personnel, ont tenu à manifester le 19 mars, plusieurs défilant derrière une banderole de la FCPE « Non aux violences policières, oui aux moyens pour l'éducation ».

Les parents veulent continuer à demander des comptes à des responsables de l'Éducation nationale. Ils comptent porter plainte dès que possible contre les policiers incriminés.

Correspondant LO